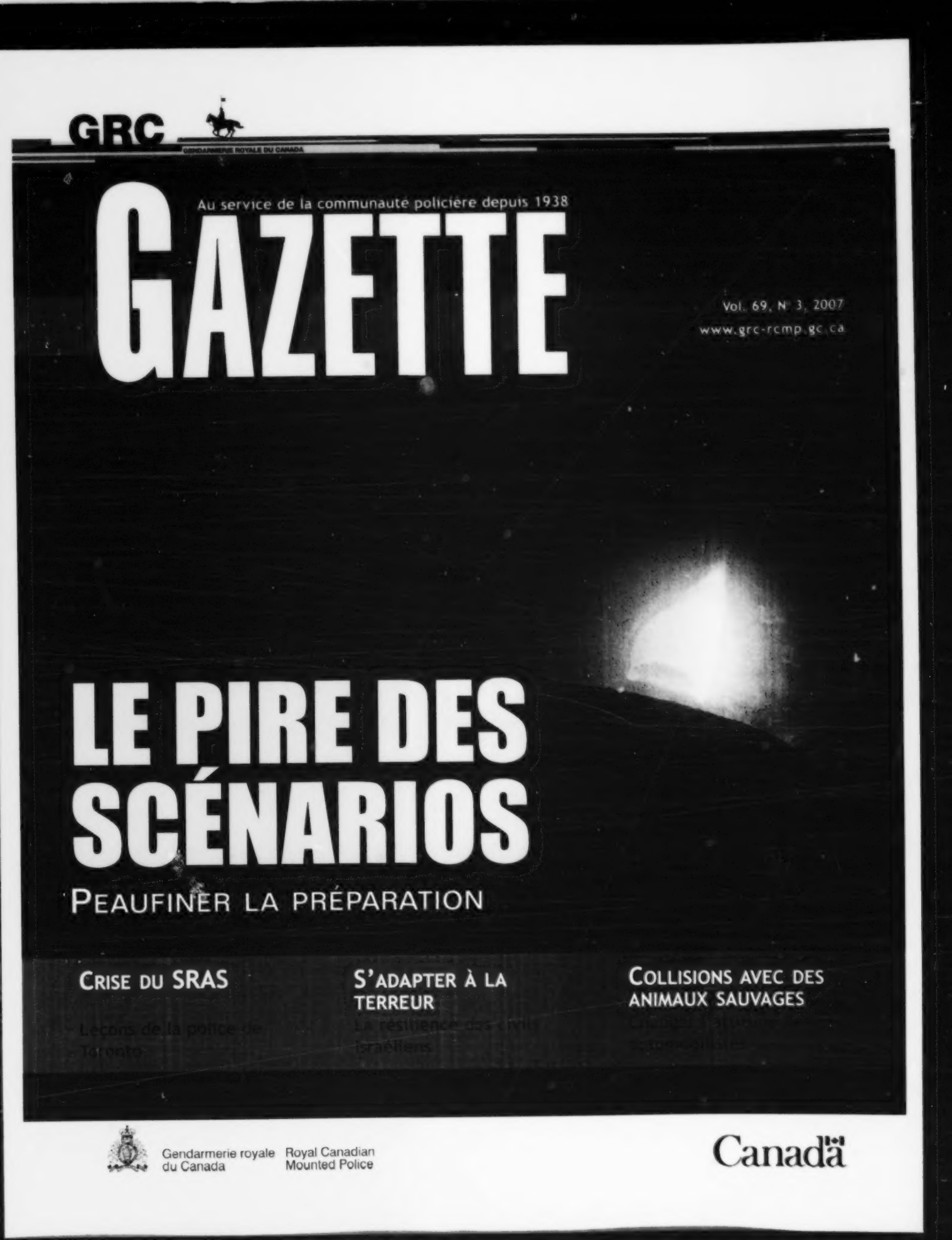
GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Au service de la communauté policière depuis 1938

GAZETTE

Vol. 69, N° 3, 2007
www.grc-rcmp.gc.ca



LE PIRE DES SCÉNARIOS

PEAUFINER LA PRÉPARATION

CRISE DU SRAS
Leçons de la police de Toronto

S'ADAPTER À LA TERREUR
La résilience des civils israéliens

COLLISIONS AVEC DES ANIMAUX SAUVAGES

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

Prêts pour la prochaine situation de crise

Il y a une dizaine d'années, une tornade a soufflé sur ma ville natale. Plusieurs maisons ont été complètement détruites, ce qui a jeté de nombreuses personnes sur le pavé. Policiers, pompiers et ambulanciers ont été rapidement dépêchés sur les lieux, se sont occupé des blessés et ont interdit l'accès à la zone sinistrée par mesure de sécurité. Le plan d'urgence municipal a été mis à exécution, ce qui a procuré un toit et du soutien aux victimes.

C'était la première fois que j'étais témoin d'une intervention d'urgence d'envergure. Cela a confirmé que malgré le caractère détaillé du plan d'urgence d'une ville, il y a toujours des imprévus.

Dans le présent numéro, qui porte sur la planification et l'intervention d'urgence, nous explorons la façon dont les services de police se préparent à la prochaine situation de crise (catastrophe naturelle, crise en matière de santé publique ou attentat terroriste) et dont ils tentent de limiter les imprévus.

Nous nous penchons d'abord sur la façon dont la GRC se prépare à une pandémie. Selon les experts en santé publique, un tel événement est inévitable, et aurait même déjà dû se produire. Le Centre de coordination de la préparation et des interventions opérationnelles de la GRC prend non seulement en main la préparation opérationnelle en cas d'urgence, mais également la préparation personnelle des employés. Selon les experts en gestion des mesures d'urgence, l'essentiel est d'amener les gens à se préparer avant que la crise éclate.

Bien sûr, il n'y a pas eu de pandémie de grippe depuis les années 1960, mais la crise du SRAS à Toronto en 2003 nous a rappelé que le risque qu'une maladie contagieuse se propage est réel. Le surint. d'é.-m. Peter Sloly et le s.é.-m. Scott Roberts du Service de police de Toronto nous parlent de l'expérience de leur service depuis la première journée de la crise jusqu'aux démarches visant à remettre la ville sur pied.

La technologie joue un rôle dans la préparation à une catastrophe et dans l'intervention en situation de crise. Luc Filion, du Service des communications mobiles de la GRC, décrit les difficultés associées à la communication dans des situations tendues où les systèmes radio de nombreux intervenants d'urgence ne sont pas interopérables, et il expose les démarches entreprises pour remédier au problème. Geoff Coulson, météorologue aux alertes pour Environnement Canada, explique la façon dont la technologie, combinée aux réseaux de volontaires comprenant entre autres des policiers, peut accroître la justesse des prévisions de phénomènes météorologiques violents.

Nous avons invité Alain Normand, gestionnaire des mesures d'urgence pour la Ville de Brampton, à donner aux policiers des conseils utiles sur la façon dont ils peuvent se préparer aux différents rôles qu'ils peuvent être appelés à jouer en cas de catastrophe. Par où commencer? Selon lui, il faut commencer par le plan d'urgence de la municipalité la plus proche.

En situation de crise, il n'est pas évident de donner des informations précises au public. Joseph Scanlon, expert en communications d'urgence à l'Université Carleton, donne des conseils sur les choses à dire et à faire avant, pendant et après une crise.

De plus, nous nous penchons sur des situations de crise qui sévissent à l'extérieur du Canada. Jessica Davison, de la Police de Victoria en Australie, décrit l'une des pires saisons des feux de brousse jamais enregistrées, et la façon dont tous les premiers intervenants ont fait des priorités de la communication et de la coordination au moment d'avertir et d'évacuer les collectivités menacées.

Le professeur Alan Kirschenbaum de l'Institut de technologie Technion d'Israël explore le sujet de la résistance communautaire en Israël, là où de nombreux résidents vivent au quotidien avec la menace d'un attentat terroriste. Son étude révèle que, contrairement à ce que de nombreuses personnes croient, l'homme possède une capacité remarquable de s'adapter et même de bien vivre en période d'incertitude.

Finalement, le National Institute of Justice des États-Unis a réalisé une étude sur les répercussions considérables qu'un attentat agroterroriste pourrait avoir sur le pays. L'étude tend à indiquer qu'en de telles circonstances, les services d'application de la loi seraient sollicités au maximum de leurs capacités et qu'ils doivent donc commencer dès maintenant à élaborer des plans d'intervention, en collaboration avec des experts en agriculture, afin d'être prêts.

Essentiellement, la question est de réduire les imprévus. Nous espérons que le présent numéro vous amènera à songer à la mesure dans laquelle vous êtes vous-même préparé à faire face à une situation de crise.

Katherine Aldred

Du nouveau sur les mesures et interventions d'urgence à la bibliothèque du Collège canadien de police

www.cpc.gc.ca/library_f.htm

Livres

BOYD, Annabelle. Emergency Preparedness for Transit Terrorism, Washington (DC, États-Unis), Transportation Research Board, HE 4456 B69 1997

HATON, Douglas. Disaster Resilience: An Integrated Approach, Springfield (Illinois, États-Unis), Charles C. Thomas, HV 553 P27 2006

Articles

IANTINO, Julian. « SARS Outbreak 2003: The Response of the Toronto Police Service », Police Chief, vol. 72, no 4 (2005), p. 22, 24-28.

GALVIN, Bob. « Shared Plans Protect and Save Lives », Law Enforcement Technology, vol. 32, no 7 (2005), p. 132, 134-137.

LEBOEUF, Alain. « Pas de vacances pour les risques ... », Sécurité, vol. 7, no 4 (2003), p. 30.

LEMIEUX, Frédéric. « L'impact d'un désastre sur les comportements d'entraide et les niveaux de criminalité », Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique, vol. 59, no 1 (2006), p. 3-20.

MORREALE, Stephen A. « Using the Community Policing Model for Approaching Terrorist Threats and Domestic Preparedness », Law Enforcement Executive Forum, vol. 4, no 7 (2004), p. 121-134.

Prêts pour la prochaine situation de crise

Il y a une dizaine d'années, une tornade a soufflé sur ma ville natale. Plusieurs maisons ont été complètement détruites, ce qui a jeté de nombreuses personnes sur le pavé. Policiers, pompiers et ambulanciers ont été rapidement dépêchés sur les lieux, se sont occupé des blessés et ont interdit l'accès à la zone sinistrée par mesure de sécurité. Le plan d'urgence municipal a été mis à exécution, ce qui a procuré un toit et du soutien aux victimes.

C'était la première fois que j'étais témoin d'une intervention d'urgence d'envergure. Cela a confirmé que malgré le caractère détaillé du plan d'urgence d'une ville, il y a toujours des imprévus.

Dans le présent numéro, qui porte sur la planification et l'intervention d'urgence, nous explorons la façon dont les services de police se préparent à la prochaine situation de crise (catastrophe naturelle, crise en matière de santé publique ou attentat terroriste) et dont ils tentent de limiter les imprévus.

Nous nous penchons d'abord sur la façon dont la GRC se prépare à une pandémie. Selon les experts en santé publique, un tel événement est inévitable, et aurait même déjà dû se produire. Le Centre de coordination de la préparation et des interventions opérationnelles de la GRC prend non seulement en main la préparation opérationnelle en cas d'urgence, mais également la préparation personnelle des employés. Selon les experts en gestion des mesures d'urgence, l'essentiel est d'amener les gens à se préparer avant que la crise éclate.

Bien sûr, il n'y a pas eu de pandémie de grippe depuis les années 1960, mais la crise du SRAS à Toronto en 2003 nous a rappelé que le risque qu'une maladie contagieuse se propage est réel. Le surint. d'é.-m. Peter Sloly et le s.é.-m. Scott Roberts du Service de police de Toronto nous parlent de l'expérience de leur service depuis la première journée de la crise jusqu'aux démarches visant à remettre la ville sur pied.

La technologie joue un rôle dans la préparation à une catastrophe et dans l'intervention en situation de crise. Luc Filion, du Service des communications mobiles de la GRC, décrit les difficultés associées à la communication dans des situations tendues où les systèmes radio de nombreux intervenants d'urgence ne sont pas interopérables, et il expose les démarches entreprises pour remédier au problème. Geoff Coulson, météorologue aux alertes pour Environnement Canada, explique la façon dont la technologie, combinée aux réseaux de volontaires comprenant entre autres des policiers, peut accroître la justesse des prévisions de phénomènes météorologiques violents.

Nous avons invité Alain Normand, gestionnaire des mesures d'urgence pour la Ville de Brampton, à donner aux policiers des conseils utiles sur la façon dont ils peuvent se préparer aux différents rôles qu'ils peuvent être appelés à jouer en cas de catastrophe. Par où commencer? Selon lui, il faut commencer par le plan d'urgence de la municipalité la plus proche.

En situation de crise, il n'est pas évident de donner des informations précises au public. Joseph Scanlon, expert en communications d'urgence à l'Université Carleton, donne des conseils sur les choses à dire et à faire avant, pendant et après une crise.

De plus, nous nous penchons sur des situations de crise qui sévissent à l'extérieur du Canada. Jessica Davison, de la Police de Victoria en Australie, décrit l'une des pires saisons des feux de brousse jamais enregistrées, et la façon dont tous les premiers intervenants ont fait des priorités de la communication et de la coordination au moment d'avertir et d'évacuer les collectivités menacées.

Le professeur Alan Kirschenbaum de l'Institut de technologie Technion d'Israël explore le sujet de la résistance communautaire en Israël, là où de nombreux résidents vivent au quotidien avec la menace d'un attentat terroriste. Son étude révèle que, contrairement à ce que de nombreuses personnes croient, l'homme possède une capacité remarquable de s'adapter et même de bien vivre en période d'incertitude.

Finalement, le National Institute of Justice des États-Unis a réalisé une étude sur les répercussions considérables qu'un attentat agroterroriste pourrait avoir sur le pays. L'étude tend à indiquer qu'en de telles circonstances, les services d'application de la loi seraient sollicités au maximum de leurs capacités et qu'ils doivent donc commencer dès maintenant à élaborer des plans d'intervention, en collaboration avec des experts en agriculture, afin d'être prêts.

Essentiellement, la question est de réduire les imprévus. Nous espérons que le présent numéro vous amènera à songer à la mesure dans laquelle vous êtes vous-même préparé à faire face à une situation de crise.

Katherine Aldred

Du nouveau sur les mesures et interventions d'urgence à la bibliothèque du Collège canadien de police
www.cpc.gc.ca/library_f.htm

GALVIN, Bob. « Shared Plans Protect and Save Lives », Law Enforcement Technology, vol. 32, no 7 (2005), p. 132, 134-137.

LEBOEUF, Alain. « Pas de vacances pour les risques ... », Sécurité, vol. 7 no 4 (2003), p. 30.

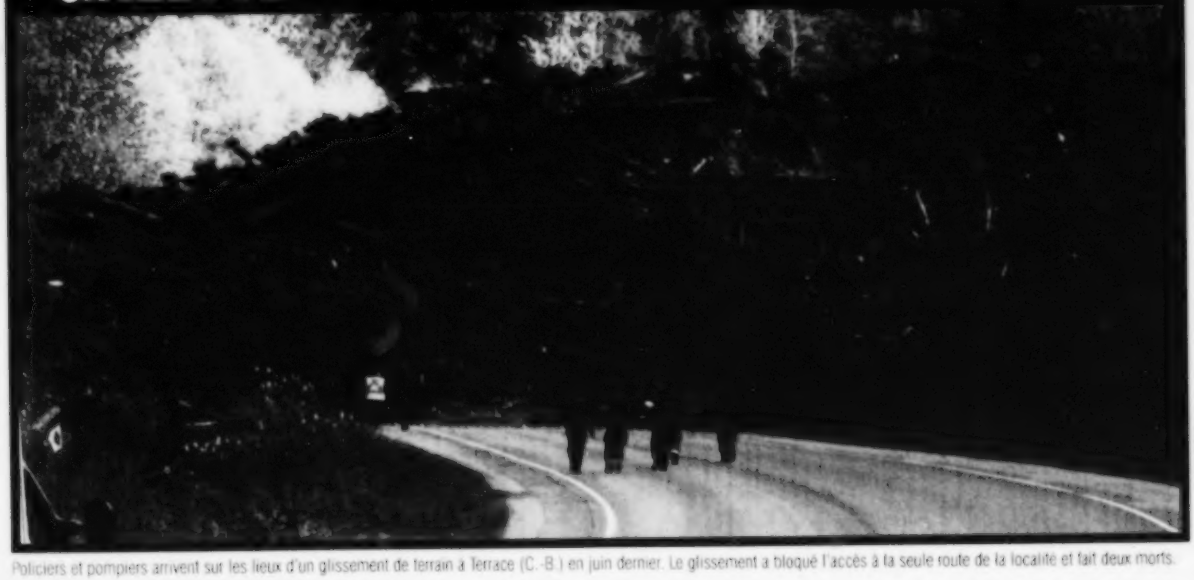
LEMIEUX, Frédéric. « L'impact d'un désastre sur les comportements d'entraide et les niveaux de criminalité », Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique, vol. 59, no 1 (2006), p. 3-20.

MORREALE, Stephen A. « Using the Community Policing Model for Approaching Terrorist Threats and Domestic Preparedness », Law Enforcement Executive Forum, vol. 4, no 7 (2004), p. 121-134.

GAZETTE

Vol. 69, N° 3, 2007

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada



Division E, GRC

Policiers et pompiers arrivent sur les lieux d'un glissement de terrain à Terrace (C.-B.) en juin dernier. Le glissement a bloqué l'accès à la seule route de la localité et fait deux morts.

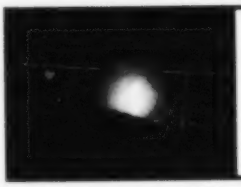
Dossier

Mesures et interventions d'urgence

7 La GRC et la préparation à une pandémie
10 Clé de la protection de l'infrastructure essentielle
11 Protection personnelle des intervenants CBRNE
14 Les défis de l'interopérabilité radio
16 La police de Toronto et la crise du SRAS
18 Prévisions du temps violent : participation de la police
20 Le ressort psychologique communautaire en Israël
22 Et si le pire survenait, seriez-vous prêts?
24 Conseils pratiques pour les communications en temps de crise
25 Les autorités mal équipées pour contrer l'agroterrorisme
26 Lutte aux incendies en Australie

Rubriques

2 Mot de la rédaction
4 Actualités
6 Questions et réponses — Della Wilkinson, experte judiciaire des cheveux
12 Débat de spécialistes — Comment optimiser l'utilisation policière de la technologie en situation de crise?
28 Saviez-vous que...
29 Pratiques exemplaires — Réduire la criminalité dans le Nord
30 Reportage — Les animaux sauvages méritent toute notre attention
32 Reportage — L'importance de la rétroaction pour le cycle du renseignement
34 À l'avant-scène
36 Nos partenaires à l'oeuvre — Les yeux tournés vers la sécurité aéroportuaire
38 Les dernières tendances



EN COUVERTURE

Se préparer aux urgences n'est pas nouveau, mais dresser des plans d'intervention rigoureux pour des situations de plus en plus complexes (du mauvais temps au terrorisme en passant par une pandémie d'influenza) est essentiel à l'efficacité des interventions et des sauvetages.

ÉDITRICE – Nancy Sample RÉDACTRICE EN CHEF – Katherine Aldred JOURNALISTES – Susan Demaray, Caroline Ross GRAPHISME – Jennifer Wale
ADMINISTRATION ET DIFFUSION – Angela Mura TRADUCTION – Services de traduction de la GRC IMPRIMERIE – Performance Printing

COMITÉ ÉDITORIAL DE LA *GAZETTE*

Serg. Lori Lynn Colbourne - insp. Craig Duffin - Edward Drodge, Ph.D. - serg. Chris Fraser - Wendy Nicol - Roberta Sinclair, Ph.D. - Brian Yamashita, Ph.D.

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des relations publiques et des services de communication de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel. On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la Rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. Pour communiquer avec nous : La rédactrice en chef — la *Gazette* de la GRC, Immeuble L.H. Nicholson, pièce A200, promenade Vanier, Ottawa (Ontario) CANADA K1A 0R2, par téléphone : (613) 998-6307, par télécopieur : (613) 993-3098, par courriel : gazette@grc-rcmp.gc.ca, par Internet : www.gazette.grc.gc.ca.

© Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (2000).

DES ÉQUIPES AXÉES SUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREFAÇON

Officiellement lancées en mai dernier, les équipes intégrées de lutte contre la contrefaçon (EILC) ont déjà fait des percées importantes dans la répression des faux-monnayeurs au pays.

Depuis leur mise sur pied en 2006, ces équipes ont réussi des coups de filet remarquables un peu partout au pays. La saisie de faux billets de banque et du matériel servant à leur production a permis de mettre hors circulation des millions de dollars en contrefaçon.

La dernière initiative en date, l'opération Ophir, une enquête de 18 mois effectuée à Toronto, a mené au démantèlement de la plus vaste installation de contrefaçon connue de l'histoire du pays. L'installation comprenait des presses raffinées de qualité commerciale permettant de produire de vastes quantités de fausse monnaie canadienne et américaine, ainsi que de fausses cartes de paiement et d'identité.

« La production de plus de 6 millions $ de faux billets de banque, mis en circulation dans chaque province du pays, est attribuée à cette installation, précise le s.é.-m. Ken MacDonald, chef de l'EILC au Détachement de Toronto-Ouest. C'est tout un coup de filet, surtout qu'il s'agit de la première année d'activités des équipes. »

Créées dans le cadre de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon (SNRC), les EILC sont judicieusement situées dans les trois centres névralgiques de cette activité illégale au pays, soit Toronto, Montréal et Vancouver. On compte également des coordonnateurs régionaux de la répression de la contrefaçon à Calgary et à Halifax.

Les équipes sont chargées d'enquêter sur les affaires impliquant la production ou la distribution à grande échelle de fausse monnaie par des organisations criminelles; pour ce faire, elles entrent en liaison avec des services de police locaux pour échanger des renseignements et collaborent avec des représentants régionaux de la Banque du Canada en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes de sensibilisation publique.

« Ces initiatives favorisent des mesures dynamiques d'application de la loi par toutes les entités de la GRC », explique l'insp. Barry Baxter de la Sous-direction des infractions commerciales.

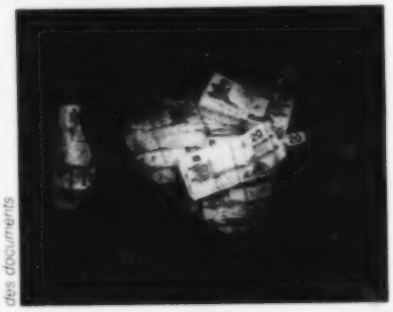
Et cette démarche porte fruit. En 2004, l'année record pour la production de faux billets de banque, selon l'insp. Baxter, on a trouvé ou saisi plus de 648 000 faux billets, d'une valeur d'un peu plus de 16 millions $.

Par contre, en 2006, première année de la mise en oeuvre des EILC, on a décelé ou saisi environ 322 000 faux billets, d'une valeur d'environ 9 millions $. L'insp. Baxter attribue cette diminution sensible au travail des EILC, aux caractéristiques de sécurité avancées de la nouvelle série de billets de banque de 2004, ainsi qu'à une sensibilisation accrue du public.

« Ces résultats témoignent de l'approche dynamique de nos équipes spécialisées », constate l'insp. Baxter.

—Susan Demaray

Ce sac de sport rempli de faux billets de 20 $ n'est qu'un échantillon de la fausse monnaie que les EILC contribuent à mettre hors circulation.



Bureau d'expertise des contrefaçons et des documents

Service des relations avec les médias, Division O GRC

Ce matériel d'impression et ces contrefaçons ont été saisis durant l'opération Ophir, qui s'est soldée par le démantèlement de la plus grande installation de contrefaçon connue de l'histoire du pays.

UN ATELIER ÉPOUSTOUFLANT

Lorsque le Groupe national d'enquête post-explosion (GNEPE) de la GRC s'est rassemblé pour tenir son atelier au nord de Québec du 17 au 21 septembre 2007, il a été rejoint par des confrères des quatre coins du pays et du monde.

Des membres de services de police et de forces armées d'aussi loin que Singapour, l'Australie et l'Europe étaient présents pour observer et partager leur expertise avec les membres du GNEPE, d'autres services de police provinciaux et régionaux ainsi que des spécialistes judiciaires.

« C'est une chance inouïe de pouvoir échanger de l'information et de rencontrer ces experts consultants, de dire le g.s. Jean-Yves Vermette, organisateur de l'atelier. Ces incidents peuvent aussi bien se produire ici qu'ailleurs. Grâce à l'expertise que nous développerons avec ces ateliers, nous pourrons mieux nous entraider. »

Pouvoir observer le lieu d'une explosion sans la présence de victimes permet aux enquêteurs de parfaire leur connaissance des explosifs et des dommages qu'ils provoquent.

« Dans la vraie vie, on n'a pas l'occasion d'observer les lieux d'une explosion en pouvant apprendre et commettre des erreurs sans conséquence, renchérit Stefan Klein, inspecteur détective à l'Office fédéral de police criminelle et au Centre national de données sur les bombes de Wiesbaden, en Allemagne.

« Lorsque vous observez le site d'une explosion pour la première fois, il est difficile d'en imaginer la puissance et la vélocité. Mais si vous avez un point de comparaison — cela ressemble à telle quantité d'explosifs, par exemple —, vous avez une idée de ce qui s'est passé. »

Antonio Acevedo, sous-inspecteur et démineur au groupe central CBRNE de Madrid de la police espagnole et membre du Centre de données sur les bombes de ce pays, était l'un des rares participants à avoir une connaissance directe de la manière

COMPTE RENDU DE LIVRE

COMBATING MONEY LAUNDERING AND TERRORIST FINANCING, 2e ÉDITION
Secrétariat du Commonwealth, 2007

On estime le montant d'argent blanchi chaque année dans le monde à plusieurs centaines de milliards de dollars américains. En plus de montrer l'envergure mondiale du phénomène, ce chiffre indique que les méthodes de blanchiment d'argent sont légion.

De nombreux auteurs d'ouvrages sur le sujet affirment que ce phénomène gigantesque et changeant est pratiquement insurmontable, signalant les incompatibilités entre les lois des divers pays et les lacunes dans le contrôle qui permettent au blanchiment d'argent de proliférer. L'ouvrage du Secrétariat du Commonwealth prend une position entièrement différente. Plutôt que de mettre l'accent sur les failles des mesures actuelles de prévention du blanchiment d'argent, il porte sur la façon dont les gouvernements et les entreprises limitent grandement l'accès des criminels et des terroristes aux systèmes financiers légitimes.

Dans cette optique, l'ouvrage traite sous tous les angles des trois échelons des mesures de prévention du blanchiment d'argent (mondiales, nationales et professionnelles), ce qui donne un aperçu global des problèmes et des solutions. Ainsi, le lecteur, qu'il soit décideur ou professionnel dans un domaine donné, peut avoir une idée claire du rôle qu'il joue dans la détection et dans la prévention du blanchiment d'argent.

Du point de vue mondial, l'auteur suggère des façons de mettre davantage à profit la collaboration entre les services de renseignement financier afin de créer un cadre de référence mondial. En plus d'expliquer pourquoi les organisations chargées de l'application de la loi dans différents pays doivent collaborer, il présente des stratégies de mise en commun de l'information et de renforcement mutuel des conventions internationales.

Sur le plan professionnel, ce livre contient des cadres de référence pratiques liés à la diligence raisonnable des consommateurs, au signalement des transactions suspectes et au respect des lois. L'auteur explique la façon dont les entrepreneurs comme les agents immobiliers et les négociants de métaux précieux sont ciblés par des criminels et des terroristes, et suggère des mesures de prévention du blanchiment d'argent. Voilà un ajout très intéressant par rapport à la plupart des ouvrages sur le sujet, qui ne traitent que des banques et des virements télégraphiques.

En outre, la deuxième édition traite plus en profondeur des méthodes de financement des activités terroristes et des nouvelles normes internationales liées à la prévention du blanchiment d'argent.

Combating Money Laundering and Terrorist Financing est un livre relativement court qui donne un aperçu global du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes ainsi que des problèmes et des solutions qui s'y rattachent. Pour de nombreux professionnels, son contenu est suffisant pour élaborer des politiques sur la diligence raisonnable des consommateurs et établir des procédures de signalement des transactions suspectes.

Bref, ce livre devrait être lu par toutes les personnes qui participent à la création ou à l'application de mesures de prévention du blanchiment d'argent ou par quiconque en a assez des livres qui font un énorme battage autour du phénomène du blanchiment d'argent sans proposer de réelles solutions.

Dan Bergevin est un conseiller en conformité et journaliste qui se spécialise dans les opérations financières internationales. Il vit et travaille présentement à Salt Lake City (Utah).

d'aborder les lieux d'une explosion majeure, puisqu'il est intervenu, avec d'autres policiers, sur le site des attentats à la bombe qui ont touché le réseau ferroviaire madrilène en 2004. Pour lui, face à l'inimaginable, on fait tout simplement son travail. « Dans les moments les plus durs, chacun doit être prêt. Nous sommes les seuls à ne pas pouvoir pleurer. Nous devons garder la tête froide, » dit-il.

M. Acevedo dit être là pour entendre des points de vue différents. « Par exemple, alors que la police espagnole emploie telle technique de quadrillage pour la collecte de preuves, les équipes judiciaires de la GRC utilisent un autre système. Il y a d'autres façons de faire le boulot que je fais. Et même si ces différences ne concernent que des points de détail, c'est intéressant et ça aide à m'améliorer, » explique-t-il.

MM. Klein et Acevedo s'accordent à dire que si personne n'aime à penser qu'une attaque terroriste ou une explosion pourrait se produire dans son pays, il importe de rester à l'avant-garde des techniques judiciaires et de la pyrotechnie.

« La meilleure façon de protéger notre pays est de prévenir les événements — mais il faut être prêt. Il ne s'agit pas d'attendre que ça se produise, mais de s'y préparer, » explique M. Klein.

—Susan Demaray

Photo de Susan Demaray

Des agents allemand (gauche) et espagnol (droite) marchent avec un membre de la GRC durant l'atelier post-explosion qui a eu lieu cet automne à Québec. L'exercice a permis aux participants d'échanger leurs connaissances et trucs du métier en enquêtant sur une explosion simulée.

Un coup de peigne pour obtenir des indices

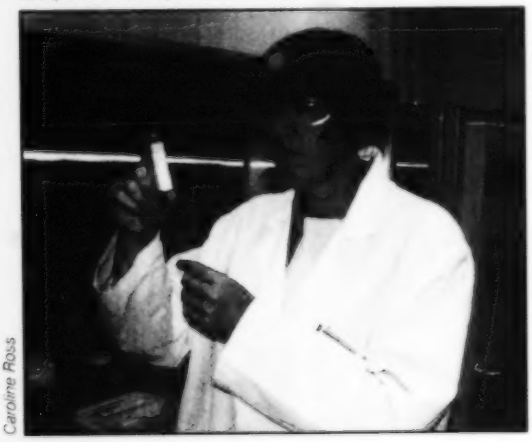
Les échantillons de cheveux en disent long sur les déplacements

Avec une mèche de vos cheveux, Della Wilkinson peut vous dire avec une exactitude surprenante où vous avez vécu ou voyagé le temps qu'il a fallu à ces cheveux pour pousser. Travailleuse scientifique des Services nationaux de recherche de la DG de la GRC, elle participe à un projet international où les isotopes des cheveux servent d'outil de géolocalisation, une technique déjà utilisée dans les enquêtes judiciaires. Caroline Ross, de la Gazette, *s'est entretenue avec Wilkinson au sujet de ses recherches.*

Que sont les isotopes?

Les isotopes sont des éléments chimiques aux propriétés chimiques similaires mais aux masses différentes. Les isotopes stables ne se dégradent pas. Ils sont présents dans l'hydrogène et dans plusieurs autres éléments tels le carbone, l'azote et l'oxygène. Heureusement pour les experts judiciaires, ils sont aussi présents dans les aliments que nous mangeons et l'eau que nous buvons.

Della Wilkinson, travailleuse scientifique de la GRC, examine un flacon servant à recueillir des échantillons de cheveux et d'eau pouvant indiquer les habitudes de déplacement d'une personne.



Caroline Ross

Quel lien existe-t-il entre les isotopes et les cheveux?

On sait que les approvisionnements en eau de divers pays et villes peuvent avoir des rapports isotopiques différents en raison de la configuration des précipitations et des conditions environnementales. À mesure que les cheveux poussent, ces isotopes devraient être incorporés à la structure de base des cheveux dans un ordre chronologique. En prélevant des échantillons de segments précis de vos cheveux et en mesurant les rapports isotopiques, on devrait pouvoir établir des habitudes de déplacement; p. ex. le rapport isotopique d'un Canadien qui voyage en Afrique ou en Australie devrait présenter des changements importants.

Pourquoi la GRC s'est-elle intéressée aux isotopes et à l'échantillonnage des cheveux?

Je représente la GRC au sein de l'Investigative Support and Forensics Subgroup, du Technical Support Working Group on Counterterrorism. Lors d'une réunion, un collègue américain m'a parlé du projet FIRMS (Forensic Stable Isotope Ratio Mass Spectrometry), qui vise à recueillir des échantillons de cheveux, d'eau et de protéines partout dans le monde afin d'avoir une vue d'ensemble des rapports isotopiques de l'oxygène, de l'hydrogène, de l'azote et du carbone au niveau international. Notre participation à la collecte d'échantillons nous permet d'avoir accès à leur base de données.

En quoi l'accès à cette information serait-elle utile à la GRC?

Dans le cadre des enquêtes criminelles, on s'intéresse déjà aux restes humains non identifiés lorsqu'aucun signalement de personne disparue ne correspond à la personne visée. Pour la police, il serait tellement utile de pouvoir déterminer si cette personne habitait une certaine localité ou non. On pourrait hypothétiquement utiliser la base de données FIRMS, qui indiquerait une collectivité, une région ou un pays à l'extérieur du Canada d'où cette personne pourrait provenir.

Comment les isotopes ont-ils contribué à résoudre une affaire? Avez-vous des exemples?

Au R.-U., une femme non identifiée avait été trouvée à Manchester, dans le nord de l'Angleterre. Comme aucune personne disparue n'avait été signalée au sein des forces constabulaires avoisinantes, il n'y avait absolument aucune piste. On a envoyé les cheveux aux fins d'analyse et on a pu déterminer que la personne n'avait jamais vécu à Manchester. Les isotopes des cheveux correspondaient à une personne qui avait vécu à un endroit pendant une longue période et cet endroit était Londres. L'enquête s'est déplacée du nord au sud et selon d'autres informations provenant des isotopes dans l'alimentation, on a pu déterminer que la personne avait immigré illégalement à Londres puis été assassinée. De toute évidence, beaucoup d'autres informations ont été obtenues, mais ce petit indice au début de l'enquête était très important.

Quelle est la prochaine étape de votre projet?

Actuellement, nous alimentons la base de données aux États-Unis. On espère en tirer profit par la suite au Canada. Pour moi, l'étude américaine est davantage un projet de lancement. On apprend beaucoup en menant ces projets. On se demande d'abord s'il vaut la peine de poursuivre un projet, s'il a une valeur réelle et, oui, il semble que celle-ci a manifestement été démontrée. ■

SE PRÉPARER À UNE PANDÉMIE

LE PLAN NATIONAL COMMENCE PAR LA PRÉPARATION INDIVIDUELLE

Par Katherine Aldred

Les estimations parlent d'elles-mêmes. L'Agence de santé publique du Canada (ASPC) estime que durant une pandémie d'influenza, jusqu'à 70 % de la population sera infectée et de 15 % à 35 % sera malade et absente du travail. Faute d'antiviraux, 1 % des malades devront être hospitalisés et 0,4 % décéderont.

Contrairement aux autres catastrophes, une pandémie d'influenza ne se limite pas à un ou deux endroits. Un virus d'influenza majeur qui fait éclosion se propage facilement entre humains, causant un grand nombre de décès et de malades.

« Nous ne savons pas à quel moment surviendra une pandémie, quelles en seront la cause, la gravité et les personnes les plus touchées, de dire Dr Arlene King, directrice générale du Secrétariat de préparation pandémique à l'ASPC. Nous savons cependant qu'en situation d'urgence, il est trop tard pour planifier. Les structures, les processus et les outils doivent déjà être en place. »

Les services de police appelés à intervenir en situation de pandémie doivent être préparés non seulement à répondre à des besoins complexes en matière d'urgence de santé publique mais aussi à effectuer leur travail quotidien malgré un effectif considérablement réduit. D'où l'importance de la préparation.

Préparation opérationnelle

Le Centre de coordination de la préparation et des interventions opérationnelles (CCPIO) de la GRC à Ottawa a été établi en 2006 afin d'aider à la planification, aux ressources et au soutien nécessaires partout au pays en cas d'urgence, y compris une crise de santé publique.

Le CCPIO fournit à l'échelon national du leadership, de l'encadrement et du soutien et sert de point de service unique pour tous les secteurs clés responsables de la gestion des urgences. Même si le Centre a son secrétariat central à Ottawa, il soutient les opérations policières partout au Canada, au besoin.

« Une urgence relève des autorités locales, de dire le comm. adj. John Neily, chef du CCPIO. Mon rôle est de coordonner leur travail lorsqu'elles ont besoin d'aide et de voir ce qui se passe au pays. La plupart [des provinces] savent se débrouiller, mais elles ont besoin à l'occasion de soutien spécial. Des protocoles seront mis en oeuvre pour assurer un soutien uniforme. »

La préparation à une pandémie est une importante initiative chapeautée par le CCPIO. Même si l'ASPC jouera un rôle dominant dans la protection des Canadiens durant une pandémie, s'occupant du Plan canadien de lutte contre la pandémie d'influenza, du contrat pour la production d'un vaccin, de l'établissement d'une réserve nationale d'antiviraux, de la surveillance de la situation en général et de la sensibilisation du public, entre autres choses, elle le fera avec le soutien des gouvernements provinciaux, des administrations territoriales et des autres ministères fédéraux, y compris la GRC.

Selon le comm. adj. Neily, la GRC pourrait être appelée pendant une pandémie à remplir diverses fonctions comme faire respecter les ordonnances de santé publique (quarantaines et restrictions de voyage), restreindre l'accès aux secteurs délimités, transporter et protéger le matériel médical ou les médicaments, protéger certaines installations et, dans le pire des cas, contrôler les foules.

À l'instar de toute intervention opérationnelle, la police doit se préparer, en l'occurrence, à une maladie infectieuse.

Santé au travail

La Section de la médecine du travail de la GRC a pour rôle de voir à l'adoption de normes pour protéger les employés appelés à intervenir durant une pandémie.

Dr Jean-Pierre Legault, directeur de Santé au travail à la GRC, a joué un rôle central dans l'élaboration de lignes directrices sanitaires sur la préparation et les interventions à une pandémie d'influenza. Ces lignes directrices sont très exhaustives; on y explique ce qu'est une pandémie d'influenza, les risques opérationnels pour les intervenants, les meilleures mesures pour prévenir et gérer les infections ainsi que les différents équipements de protection personnelle recommandés et la façon de les utiliser.

« Sur le plan de la santé, notre plan de préparation est des plus exhaustif, d'affirmer Dr Legault. Un des plus grands défis sera d'aider au maintien de l'ordre public et aux mesures de confinement afin d'éviter que le virus se propage dans l'attente d'un vaccin. Il faudra faire respecter les mesures d'isolement, une tâche ardue car il y a toujours des récalcitrants. »

La formation connexe vient de commencer pour les employés de la GRC. Conformément à la *Loi sur la quarantaine*, l'ASPC doit fournir la formation et l'équipement nécessaires aux employés de la GRC afin qu'ils soient prêts à faire appliquer la *Loi* dans les aéroports et les points d'entrée majeurs. À ce jour, environ 300 membres en poste dans des endroits clés ont reçu la formation.

Préparation personnelle

Outre la préparation opérationnelle, la préparation personnelle est un des messages

clés que tentent de faire passer les planificateurs des mesures d'urgence.

Les urgences de grande ampleur posent des défis psychologiques, sociaux et physiques uniques même pour les premiers intervenants chevronnés. Comme de nombreux employés vivent dans la communauté où ils travaillent, il y a de bonnes chances qu'ils soient personnellement touchés par une catastrophe. Ils pourraient ainsi ne pas être en mesure de se présenter au travail ou voir leur attention au travail détournée par des préoccupations liées à la sécurité de leur famille ou à leur propre sécurité.

> **« Si les employés ne sont pas prêts à travailler parce qu'ils ne savent pas si leurs proches sont entre bonnes mains ou non, nous aurons tout un défi à relever. »**
>
> *Le comm. adj. John Neily*

« Notre capacité de fonctionnement repose sur la résilience de l'effectif, d'affirmer le comm. adj. Neily. Si les employés ne sont pas prêts à travailler parce qu'ils ne savent pas si leurs proches sont entre bonnes mains ou non, nous aurons tout un défi à relever. »

Ce facteur humain de la planification des urgences et de la continuité des activités est maintenant un élément clé de la préparation, surtout depuis l'ouragan Katrina, de nombreux intervenants avaient souffert d'épuisement, aggravé par l'incertitude entourant la sécurité de leur famille. Une pandémie pourrait poser les mêmes défis.

« Les intervenants ne sont pas différents du grand public, de souligner l'insp. Dennis Erickson, gestionnaire de programme au CCPIO de la GRC en Colombie-Britannique. En situation de pandémie, nous serons touchés comme tout le monde. C'est la préparation mentale qui sera cruciale, la capacité de chacun à faire face à la situation. »

Par exemple, connaître les risques liés à une pandémie de grippe et savoir comment les minimiser sont des moyens pour les employés et leur famille de se préparer. Se faire vacciner contre la grippe en est un autre.

L'insp. Erickson a une certaine expérience de la sensibilisation des employés à la préparation. Les inondations survenues en Colombie-Britannique l'été dernier montrent que de nombreux membres devaient être prêts à se présenter au travail même si leur maison et leur communauté étaient touchées.

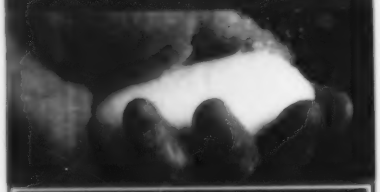
L'insp. Erickson affirme qu'un volet de la préparation consistait à examiner la possibilité que les inondations emportent les routes et les systèmes de communication. En plus de fournir d'autres sites de travail aux employés, le CCPIO envoyait régulièrement des communiqués afin d'informer les employés et a établi une ligne téléphonique d'aide à leur intention. On encourageait également les employés à proposer des plans d'urgence.

« Je trouve souvent difficile de faire valoir qu'il pourrait y avoir un énorme tremblement de terre ou une pandémie, de dire l'insp. Erickson. À mon sens, la préparation individuelle sera le plus grand risque ou notre plus grand atout selon qu'elle est faite correctement ou non. »

D King souligne qu'il faut résister à la suffisance ou à la « lassitude pandémique » dans la planification ou la préparation à une crise qui semble bien loin.

« Nous avons beaucoup travaillé à la préparation à une pandémie sans savoir quand elle surviendra, dit-elle. Le bon côté, c'est que nous travaillons tous ensemble et c'est ce qui améliorera notre capacité à faire face à une pandémie ou à une maladie infectieuse. L'important, c'est d'avoir les bonnes personnes au bon endroit. » ■

Comment puis-je me protéger et protéger ma famille en cas de grippe pandémique?



- Faites-vous vacciner contre la grippe chaque année. Le vaccin antigrippal ne vous protégera pas contre le virus de la grippe pandémique, mais il vous protégera contre le virus de la grippe ordinaire, qui pourrait affaiblir votre système immunitaire ou votre résistance à la grippe pandémique.
- Lavez-vous soigneusement et fréquemment les mains avec du savon. Une bonne hygiène des mains est la meilleure façon d'empêcher la propagation de tous les virus de la grippe.
- Conservez un désinfectant à base d'alcool (gel ou débarbouillettes) au bureau, chez vous et dans votre véhicule (les désinfectants pour les mains doivent contenir entre 60 % et 90 % d'alcool).
- Lorsque vous toussez ou éternuez, couvrez-vous la bouche et le nez avec un mouchoir en papier, jetez le mouchoir et lavez-vous les mains.
- Si vous n'avez pas de mouchoir, toussez ou éternuez dans votre manche.
- Restez chez vous lorsque vous êtes malade.
- Évitez les foules. Les virus peuvent s'y propager facilement.

Source : Gouvernement de l'Ontario

Hyperliens utiles

Sécurité publique Canada
www.preparez-vous.ca

Agence de santé publique du Canada
www.influenza.gc.ca

clés que tentent de faire passer les planificateurs des mesures d'urgence.

Les urgences de grande ampleur posent des défis psychologiques, sociaux et physiques uniques même pour les premiers intervenants chevronnés. Comme de nombreux employés vivent dans la communauté où ils travaillent, il y a de bonnes chances qu'ils soient personnellement touchés par une catastrophe. Ils pourraient ainsi ne pas être en mesure de se présenter au travail ou voir leur attention au travail détournée par des préoccupations liées à la sécurité de leur famille ou à leur propre sécurité.

> « Si les employés ne sont pas prêts à travailler parce qu'ils ne savent pas si leurs proches sont entre bonnes mains ou non, nous aurons tout un défi à relever. »
>
> *Le comm. adj. John Neily*

« Notre capacité de fonctionnement repose sur la résilience de l'effectif, d'affirmer le comm. adj. Neily. Si les employés ne sont pas prêts à travailler parce qu'ils ne savent pas si leurs proches sont entre bonnes mains ou non, nous aurons tout un défi à relever. »

Ce facteur humain de la planification des urgences et de la continuité des activités est maintenant un élément clé de la préparation, surtout depuis l'ouragan Katrina, de nombreux intervenants avaient souffert d'épuisement, aggravé par l'incertitude entourant la sécurité de leur famille. Une pandémie pourrait poser les mêmes défis.

« Les intervenants ne sont pas différents du grand public, de souligner l'insp. Dennis Erickson, gestionnaire de programme au CCPIO de la GRC en Colombie-Britannique. En situation de pandémie, nous serons touchés comme tout le monde. C'est la préparation mentale qui sera cruciale, la capacité de chacun à faire face à la situation. »

Par exemple, connaître les risques liés à une pandémie de grippe et savoir comment les minimiser sont des moyens pour les employés et leur famille de se préparer. Se faire vacciner contre la grippe en est un autre.

L'insp. Erickson a une certaine expérience de la sensibilisation des employés à la préparation. Les inondations survenues en Colombie-Britannique l'été dernier montrent que de nombreux membres devaient être prêts à se présenter au travail même si leur maison et leur communauté étaient touchées.

L'insp. Erickson affirme qu'un volet de la préparation consistait à examiner la possibilité que les inondations emportent les routes et les systèmes de communication. En plus de fournir d'autres sites de travail aux employés, le CCPIO envoyait régulièrement des communiqués afin d'informer les employés et a établi une ligne téléphonique d'aide à leur intention. On encourageait également les employés à proposer des plans d'urgence.

« Je trouve souvent difficile de faire valoir qu'il pourrait y avoir un énorme tremblement de terre ou une pandémie, de dire l'insp. Erickson. À mon sens, la préparation individuelle sera le plus grand risque ou notre plus grand atout selon qu'elle est faite correctement ou non. »

D King souligne qu'il faut résister à la suffisance ou à la « lassitude pandémique » dans la planification ou la préparation à une crise qui semble bien loin.

« Nous avons beaucoup travaillé à la préparation à une pandémie sans savoir quand elle surviendra, dit-elle. Le bon côté, c'est que nous travaillons tous ensemble et c'est ce qui améliorera notre capacité à faire face à une pandémie ou à une maladie infectieuse. L'important, c'est d'avoir les bonnes personnes au bon endroit. » ■

Comment puis-je me protéger et protéger ma famille en cas de grippe pandémique?

- Faites-vous vacciner contre la grippe chaque année. Le vaccin antigrippal ne vous protégera pas contre le virus de la grippe pandémique, mais il vous protégera contre le virus de la grippe ordinaire, qui pourrait affaiblir votre système immunitaire ou votre résistance à la grippe pandémique.
- Lavez-vous soigneusement et fréquemment les mains avec du savon. Une bonne hygiène des mains est la meilleure façon d'empêcher la propagation de tous les virus de la grippe.
- Conservez un désinfectant à base d'alcool (gel ou débarbouillettes) au bureau, chez vous et dans votre véhicule (les désinfectants pour les mains doivent contenir entre 60 % et 90 % d'alcool).
- Lorsque vous toussez ou éternuez, couvrez-vous la bouche et le nez avec un mouchoir en papier, jetez le mouchoir et lavez-vous les mains.
- Si vous n'avez pas de mouchoir, toussez ou éternuez dans votre manche.
- Restez chez vous lorsque vous êtes malade.
- Évitez les foules. Les virus peuvent s'y propager facilement.

Source : Gouvernement de l'Ontario

Hyperliens utiles

Sécurité publique Canada
www.preparez-vous.ca

Agence de santé publique du Canada
www.influenza.gc.ca

L'échange d'information

Clé de la protection de l'infrastructure essentielle

Par Caroline Ross

Une tempête de verglas cause une panne d'électricité dans l'Est du Canada. Une bombe dans le métro de Toronto paralyse le réseau de transport de la ville.

D'autres atteintes du genre à l'infrastructure essentielle pourraient survenir demain. Le service de police du Canada est-il prêt à y faire face?

L'infrastructure essentielle du Canada, c'est-à-dire les systèmes physiques et de l'information qui soutiennent la santé, la sécurité et l'économie au pays, présente un défi pour les planificateurs des mesures d'urgence, car plus de 85 % de l'infrastructure essentielle canadienne appartient au secteur privé, aux provinces ou aux territoires; de plus, les droits de propriété peuvent limiter l'accès aux renseignements sur les opérations et les vulnérabilités de l'infrastructure. L'échange d'information entre les partenaires des secteurs privé et public est essentiel à la planification efficace des mesures d'urgence et à la prévention.

Pour l'équipe de gestion des mesures d'urgence de la GRC, l'échange d'information est la clé de la préparation aux urgences touchant l'infrastructure essentielle. Depuis 2001, l'équipe travaille avec les exploitants de l'infrastructure essentielle du Canada afin d'élaborer des modèles pour les interventions policières en cas d'urgence, comme des pannes d'électricité, des inondations et des actes terroristes.

Les gestionnaires des opérations d'urgence de la GRC de chaque province et territoire transmettent ensuite les modèles aux partenaires locaux, c'est-à-dire les sociétés d'énergie, les autorités municipales, la police locale, etc., afin qu'ils élaborent des modèles d'intervention propres à leur communauté.

« Nous avons rencontré les experts en la matière des secteurs public et privé afin de leur présenter ce que nous avons préparé et solliciter leur apport », de dire Brian Porrior, responsable de la gestion des mesures d'urgence à la Direction générale de la GRC.

Les travaux ont été intégrés aux activités de planification des secteurs public et privé et permettent de s'assurer que les plans de gestion des urgences de toutes les instances sont harmonisés les uns aux autres.

FEMA/Andrea Booher

L'ouragan Katrina a endommagé les services publics, les routes, les systèmes de communications et autres services essentiels de la Nouvelle-Orléans. Les responsables de l'infrastructure canadienne joignent leurs efforts pour améliorer la capacité collective à gérer des catastrophes similaires

Le serg. Mike Self, gestionnaire des opérations d'urgence de la GRC en Alberta, explique comment son équipe a préparé son intervention à un incident de pipeline en étroite collaboration avec le Alberta Energy Utilities Board et les exploitants de pipelines privés, dont certains s'employaient à élaborer ou à réviser leurs propres plans au même moment. En 2006, plusieurs partenaires ont testé leur plan lors d'un exercice organisé par un exploitant de pipeline privé à Calgary.

« Cet exercice a véritablement permis de tester l'interopérabilité et l'interfonctionnement, d'affirmer Self. On en a tiré plusieurs leçons. »

Ce genre de planification collective aide à s'assurer que les Canadiens puissent retrouver rapidement une situation normale après une atteinte à l'infrastructure essentielle. Mais l'échange d'information va encore plus loin.

Un projet pilote dirigé par la Section des renseignements criminels relatifs à l'infrastructure essentielle (SRCIE) à Ottawa consiste à établir un moyen d'échange des renseignements sur la sécurité entre le gouvernement et les partenaires de l'industrie du transport urbain au Canada.

Un système de rapports sur les incidents suspects, un outil électronique élaboré en consultation avec les exploitants de services de transport et les services de police de cinq villes canadiennes, permet aux exploitants autorisés et à la police locale de consigner rapidement et uniformément les incidents suspects comme les menaces à la bombe. Les rapports d'incidents sont ensuite transmis aux analystes de renseignements de la GRC et à d'autres partenaires de la sécurité qui analysent l'information afin de cerner les tendances criminelles et les indices possibles d'attentats terroristes. Dans un avenir rapproché, les exploitants de services de transport et les services de police pourront consulter, grâce à un portail Web protégé, les rapports de renseignements non classifiés qui pourraient aider à soutenir les mesures de sécurité de première ligne.

Cet échange d'information entre les exploitants et les analystes de la sécurité nationale n'était pas aussi régulier avant le début du projet, de dire Francine Levert, responsable de la SRCIE.

« Si nous pouvons détecter leurs (en parlant des terroristes) activités de planification, notamment par la collecte de renseignements, la reconnaissance et la surveillance, nous pourrons aider les responsables de l'application de la loi à prendre les décisions opérationnelles permettant de prévenir et d'atténuer les risques d'attentats terroristes », dit-elle.

La SRCIE entend étendre le projet pilote à d'autres secteurs de l'infrastructure essentielle comme ceux de l'énergie et de la technologie de l'information afin que les parties autorisées puissent échanger, analyser et comparer l'information sur la sécurité entre les secteurs. ■

Une combinaison de travail hors de l'ordinaire

Protection personnelle des intervenants CBRNE

Par Susan Demaray

Pour être en mesure de faire face aux menaces changeantes posées par les dispositifs chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE), la Section de l'enlèvement et de la technologie des explosifs (SETE) doit s'assurer d'être prête aux imprévus.

« Veiller à la préparation des intervenants à ce genre de situation est très difficile, de dire l'insp. John Bureaux, récemment retraité après avoir été officier responsable de la SETE. Les criminels et les terroristes ont à leur disposition de nombreuses matières dangereuses. De plus, Internet est une source incroyable d'information. Nous devons nous tenir bien informés, formés et équipés (pour être à l'affût des menaces). »

La SETE reçoit des bulletins d'incidents de centres de données sur les bombes du monde entier, puis utilise cette information pour recenser les nouvelles menaces. Il s'ensuit l'élaboration de nouveaux outils et techniques visant à contrer la menace et protéger les premiers intervenants, le personnel d'urgence et le public. Par exemple, l'attentat au sarin perpétré dans le métro de Tokyo au Japon en 1995 a été l'événement déclencheur de l'élaboration d'un programme d'intervention aux menaces chimiques et biologiques et de l'ajout d'un pare-vapeur à la combinaison antibombe.

Un sous-vêtement de protection contre les agents chimiques, fabriqué de Lycra imprégné de carbone, a été ajouté à la combinaison pour protéger la peau contre les produits et les vapeurs chimiques. La combinaison elle-même est ensuite revêtue pour protéger contre le souffle des engins explosifs. La première génération de cette combinaison antibombe intégrée, qui assure une protection contre le souffle des explosions et les agents chimiques, a été conçue vers le milieu et la fin des années 1990 et est constamment améliorée en fonction des renseignements nouveaux.

« Chaque année, la combinaison est allégée et des améliorations radicales sont apportées à sa capacité de protection, de souplesse et de dextérité. Il est beaucoup plus facile de se pencher et de se tourner dans cette combinaison », d'affirmer l'insp. Bureaux.

La combinaison est portée par les spécialistes de l'enlèvement des engins explosifs de l'équipe d'intervention nationale CBRNE de la GRC, composée de quatre équipes régionales (Halifax, Ottawa, Edmonton et Vancouver). Ces équipes sont composées de membres de la SETE, de la Section de l'identité judiciaire et d'organismes partenaires, dont le ministère de la Défense nationale (MDN) et l'Agence de santé publique du Canada (ASPC).

Le cap. Bruno Solesme, coordonnateur de l'équipe d'intervention CBRNE de la Région du Centre, affirme que même si la combinaison présente des inconvénients (elle est chaude, elle pèse 80 lb, elle est encombrante et le casque limite le champ de vision), elle est un élément essentiel de la protection personnelle des membres de l'équipe.

« Elle peut me sauver la vie. Elle va me protéger », dit-il.

La conception de la combinaison et du casque a été financée par le MDN et la GRC avec l'appui du Technical Support Working Group du gouvernement des États-Unis. La combinaison a été conçue et fabriquée à Ottawa par Med-Eng Systems Inc. et est maintenant utilisée dans plus de 90 pays.

« Grâce à cette collaboration avec l'industrie, la GRC et de nombreux pays dans le monde peuvent compter sur une meilleure combinaison », de dire l'insp. Bureaux.

La combinaison a été mise à l'essai au moyen de mannequins semblables à ceux utilisés par l'industrie automobile. Les mannequins sont soumis non pas à des collisions mais plutôt au souffle d'explosions de bombes, puis examinés afin de déterminer si la combinaison satisfait ou non à la cote de protection établie.

Une fois les tests de base sur les mannequins terminés, la combinaison est mise à l'essai sur des personnes par des tests de simulation. Le Collège militaire royal a aidé la GRC à faire l'essai du sous-vêtement à l'aide d'agents chimiques et biologiques simulés afin de déterminer le niveau de protection contre les vapeurs. Puis la combinaison a été testée au Royaume-Uni; pour ce faire, des agents chimiques réels et une chambre spéciale ont été utilisés et des dispositifs de détection ont été appliqués sur la peau d'un mannequin afin de déterminer si des vapeurs nocives étaient passées à travers le sous-vêtement de protection.

Le cap. Solesme affirme que les équipes d'intervention CBRNE utilisent la combinaison durant les exercices de formation, composés de scénarios où des agents chimiques réels et des agents biologiques irradiés sont utilisés. « Nous utilisons des agents réels, dit-il, afin de bien préparer les équipes aux urgences. On essaie d'imaginer ce que ferait un individu afin d'être prêts à ce qui pourrait se passer. » ■

La combinaison antibombe comprend un sous-vêtement de protection contre les vapeurs et une enveloppe extérieure de protection contre les effets du souffle d'une explosion afin de protéger les spécialistes de l'enlèvement des engins explosifs contre les menaces CBRNE auxquelles ils pourraient être exposés durant une intervention.

Med-Eng Systems Inc.

Comment optimiser l'utilisation policière de la technologie en situation de crise?

Les panélistes

Insp. Dennis Erickson, responsable du Centre de coordination de la préparation et des interventions opérationnelles - Division E de la GRC
S.é.-m. Brian Thiessen, gestionnaire de programme, Région du Pacifique, Centre canadien de recherches policières
Derek Prada, directeur général, marchés du gouvernement fédéral du Canada, Motorola Canada Ltée

Insp. Dennis Erickson

Sur les plans de la communication et de la connaissance de la situation, une utilisation accrue de la technologie peut grandement aider la police à intervenir efficacement en cas de désastre.

À part les employés, rien n'importe plus que la capacité de communiquer rapidement et efficacement. Comme on le constate encore et encore lors de catastrophes qui surviennent ici ou ailleurs dans le monde, les systèmes de communication sont souvent les premiers à flancher.

Plus la technologie se développe, plus la collectivité policière l'utilise et en dépend. Les radios de police fonctionnent maintenant à l'aide de répéteurs portatifs, tandis que les radios portatives sont devenues plus puissantes et plus petites. Grâce à la technologie, les bureaux locaux, les bateaux de patrouille et les postes de commandement mobiles peuvent accéder aux systèmes policiers modernes par satellite.

> **« Comme on le constate lors de catastrophes qui surviennent ici ou ailleurs dans le monde, les systèmes de communication sont souvent les premiers à flancher. »**

La technologie nous offre aussi la possibilité d'utiliser plus d'un moyen de communication, ce qui élimine la dépendance à l'égard d'un système primaire.

La connaissance de la situation est aussi très importante, tant pour l'exécution du travail policier que pour la diffusion de messages au public. L'utilisation de nombreux points de transmission pour communiquer l'information rapidement et uniformément permet de prendre des décisions à partir de connaissances directes en toute confiance, même à des centaines de kilomètres de distance.

Cette prise de conscience par la technologie améliore non seulement notre connaissance de la situation et notre perspective lors d'une enquête, mais aide la police et les autres intervenants à diffuser des avertissements, des messages de sensibilisation et des alertes d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation ou de tsunami, par exemple.

Avec la technologie d'aujourd'hui, on peut télédiffuser des mises à jour par câble ou par satellite et activer d'un signal les radios d'urgence pour transmettre un message d'alerte, un peu comme si le détecteur de fumée chez soi pouvait diffuser un avertissement. Les transmissions en direct ou provenant de caméras publiques peuvent être acheminées à un poste de commandement ou à un centre de décision éloigné.

Les systèmes en usage ou accessibles de nos jours nous permettent de mieux exploiter la technologie en faisant des copies de sauvegarde, en établissant des lignes de communication redondantes au lieu de compter sur un seul système et en améliorant les mesures de sécurité à l'égard des systèmes actuels et futurs.

Les méthodes sont là et elles continuent de se perfectionner. Pour la collectivité policière, le défi consiste à trouver le financement nécessaire, à utiliser la technologie pour protéger son information et à l'appliquer en vue d'améliorer son travail et le service offert au public.

S.é.-m. Brian Thiessen

La question se fonde sur la prémisse, non vérifiée, que la police dispose d'emblée de la technologie voulue et qu'elle devrait mieux exploiter celle-ci dans les interventions en cas de catastrophes. Le programme IRTC du gouvernement canadien est la principale entité de financement pour les interventions relatives aux catastrophes et aux attentats terroristes. Outre le fait de constituer un acronyme gigogne, à savoir l'Initiative de recherche et de technologie CBRNE (pour chimique, biologique, radiologique, nucléaire et explosifs), le projet a financé la création de technologies remarquables pour les interventions en cas de catastrophes : mousse de décontamination, écrans de protection, isolateurs portatifs, méthodes de détection rapide des substances chimiques dangereuses, instruments de triage médical, casques protecteurs pour le personnel d'enlèvement des explosifs et détecteurs de radiations.

Cela dit, comme l'a fait remarqué un participant à un symposium d'été sur l'IRTC : [traduction] « pourquoi n'ai-je jamais eu entre les mains aucun de ces dispositifs? » De fait, de nombreux détachements de police n'ont que très peu d'outils à exploiter pour les interventions en cas de catastrophes. Dans une évaluation indépendante de l'IRTC, on a fait le même commentaire et recommandé [trad.] « un modèle de participation » et « une exploitation intensifiée... pour créer un contexte incitatif ». Dans un article de la livraison été 2007 de la revue *Frontline Security*, on recommande par ailleurs un programme de rabais encadré par le Centre canadien de recherches policières ou le Programme technique de sécurité publique (PTSP) afin de résoudre le

problème. Heureusement, l'IRTC s'emploi à surmonter ces obstacles à la diffusion de la technologie.

Nous pourrons mieux exploiter la technologie dans les interventions en cas de catastrophe, une fois que nous disposerons de ladite technologie.

Cela dit, la technologie qui est déjà à la disposition de tout policier et de tout premier intervenant est la radio. Pourtant, nombreuses ont été les plaintes des policiers à l'égard des communications radio à l'issue de grandes catastrophes : les émeutes lors de la finale de la coupe Stanley à Vancouver en 1994; l'attentat à la bombe à Oklahoma City en 1995; les attentats terroristes du World Trade Center en 2001; les incendies en Californie en 2003; les attentats à la bombe de Londres en 2005 et l'ouragan Katrina, également en 2005. Le même problème survient dans les opérations quotidiennes de la police : poursuites, interventions en cas de collisions automobiles, recherche et sauvetage et opérations des groupes tactiques d'intervention.

Pour certains, la solution réside dans les radios réalisées par logiciel. Pour d'autres, il s'agit d'établir un réseau de communications centralisées comme E-COMM (système de transmissions d'urgence du Sud-Est de la Colombie-Britannique). Toutefois, les adhérents éventuels à ces deux projets sont des provinces, des municipalités et des services individuels, chacun ayant ses propres enjeux, principes et contraintes. Sans la volonté politique de chacun ou une participation réglementée par les pouvoirs publics comme c'est le cas pour le système PRIME (système de gestion de dossiers de la C.-B.), ce n'est pas tout le monde qui achètera des radios ou adhérera au réseau d'un organisme centralisé. Le problème sera atténué, mais non réglé.

Prenons l'exemple du réseau E-COMM, en vertu duquel les services de police, d'incendie et d'ambulance de 8 municipalités sur 18 dans le district régional de Vancouver (Greater Vancouver Regional District ou GVRD) exploitent le même système radio. Des organismes essentiels dans les catastrophes, comme les travaux publics et les services de recherche et de sauvetage, n'adhèrent pas à ce système, pas plus que les autres villes à l'extérieur du GVRD, du Lower Mainland ou de la vallée du Fraser.

La façon de mieux exploiter la technologie radio dans les interventions en cas de catastrophe est de pouvoir communiquer avec tous les premiers intervenants, dans un contexte d'interopérabilité.

Derek Prada

Il y a peu de doute que la technologie constitue un puissant multiplicateur de force. Elle aide les premiers intervenants dans un vaste éventail de fonctions dont l'exercice efficace dépend fortement, dans presque tous les cas, de la capacité du policier à communiquer verbalement et à échanger de l'information avec des agents de son propre service ou d'un organisme partenaire.

Motorola répond aux besoins en radiocommunications d'urgence des organismes de police et de sécurité publique depuis plus de 65 ans. Les associations de sécurité publique, les sous-comités d'enquête gouvernementaux et les clients qui ont eu à composer avec les effets d'un événement catastrophique attestent tous du caractère essentiel que revêtent les radiocommunications interopérables en situation de désastre ou de pandémie et pendant de nombreux mois par la suite.

Après l'ouragan Katrina, Motorola a mené sa plus vaste opération de reprise après sinistre en 77 ans. Son plan d'urgence prévoyait une vaste mobilisation de personnel et de ressources sur le terrain 72 heures avant l'événement afin de travailler aux côtés des équipes de secours pour rétablir les systèmes touchés dans les jours suivant la tempête et réparer les graves dommages aux infrastructures à plus long terme.

Malgré toutes ces mesures, Motorola a pu constater d'elle-même la forte corrélation entre le temps d'intervention et de rétablissement et le niveau de planification et de préparation.

Les services de police et d'urgence peuvent tirer profit de telles expériences pour établir des plans et des préparatifs efficaces, notamment aux égards suivants :

- Pour que les équipes de secours et de soutien soient prêtes à passer à l'action, il faut dresser un plan de ressources humaines exhaustif afin de mettre leurs familles à l'abri.
- Les intervenants doivent avoir accès aux ressources nationales : vivres, abris, sources d'énergie d'appoint, mécanismes flexibles et rapides pour l'approvision - nement d'urgence.
- Il faut mettre l'accent sur la gouvernance, les méthodes de fonctionnement normalisées, la formation et les exercices.
- La planification efficace des moyens technologiques doit reposer sur la robustesse des systèmes radio, sur des postes mobiles à déploiement rapide et sur l'interopérabilité des communications vocales.

Dans l'actuel contexte politique canadien, il n'est tout simplement pas urgent d'agir de manière décisive pour financer des programmes fédéraux d'interopérabilité radio nationale ou transfrontalière sous la direction d'un champion national appuyé par les services de police.

Diverses études indépendantes (dont le rapport L'Abbé de 2003 et le document de 2007 de Government Insights sur les moyens de communication et les situations d'urgence) ont pourtant confirmé ce que la plupart des corps policiers canadiens savent déjà : les ressources de gestion des urgences font cruellement défaut à cause de l'insuffisance et de l'inconstance du financement; les cycles de planification fédérale s'embourbent dans des débats d'orientation entre des instances gouvernementales fragmentées; il n'y a pas de programme de financement fédéral pour les organismes fédéraux chargés d'élaborer une vision ou des mesures nationales, ni pour les services de police nationaux, régionaux ou municipaux qui tâchent de réaliser des projets d'interopérabilité à même leurs budgets déjà étirés.

Bref, il manque au plan national l'orientation, la vision et le leadership nécessaires pour faire en sorte que les services de police et d'urgence puissent communiquer entre eux au moment crucial.

Pour surmonter ces obstacles, il est urgent que les organismes de police et de sécurité publique au Canada se rallient autour d'un champion national pour parler haut et fort d'une même voix. ■

Les défis de l'interopérabilité radio

Par Luc Fillon
Directeur, Service des communications mobiles
GRC

La plupart du temps, ce sont les policiers, les pompiers et le personnel des services d'urgence médicale qui arrivent en premier sur les lieux d'une catastrophe. Dans ces situations où des vies sont en danger, leur capacité de communiquer est essentielle et repose souvent sur la radio de police.

Le personnel de la protection civile, les pompiers, le personnel médical et la police doivent pouvoir communiquer entre eux pour évacuer les blessés et rendre les lieux sécuritaires. L'interopérabilité radio, c'est-à-dire la capacité d'un organisme de sécurité publique à communiquer par radio en temps réel au moment voulu avec un autre organisme de sécurité publique, est l'élément déterminant entre une intervention réussie et le chaos.

Même dans le meilleur des cas, l'interopérabilité radio est difficile à réaliser. L'équipement des divers fabricants est souvent incompatible en raison des techniques brevetées utilisées pour leur architecture radio, sans compter que les premiers intervenants utilisent des systèmes radio différents. Même si deux intervenants utilisent un système radio d'un même fabricant, leur système ne fonctionnera pas s'ils utilisent des logiciels de versions différentes, des protocoles de communication différents, un spectre de fréquences différent ou un vieil équipement. C'est pourquoi ils finissent souvent par échanger leur radio afin de pouvoir communiquer.

Améliorer l'interopérabilité radio nécessite des ressources humaines et financières, une dose de bonne volonté de la part des premiers intervenants ainsi que de nombreux documents et exercices. Nombre de partenaires au Canada participent aux mesures visant à améliorer l'interopérabilité radio.

La Direction générale de l'interopérabilité en matière de sécurité publique (DISP) de Sécurité publique Canada veille à coordonner les ministères, les projets et les comités chargés de l'interopérabilité radio. La Défense nationale, l'Agence des services frontaliers du Canada, la Garde côtière canadienne, Transports Canada, Industrie Canada et la GRC font partie d'un groupe de travail fédéral. La DISP coordonne également les partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux.

Un des outils utilisés pour guider l'amélioration de l'interopérabilité radio est le document *Interoperability Continuum* du U.S. Safecom. Le document définit comme suit les cinq éléments clés de l'interopérabilité :

- Gouvernance : Une structure de gouvernance officielle est essentielle à la planification de l'interopérabilité.
- Instructions permanentes : Lignes directrices ou instructions écrites régissant les interventions.
- Technologie : Même si la technologie est un outil essentiel à l'amélioration de l'interopérabilité, elle ne constitue pas à elle seule la solution optimale.
- Formation et exercices : Ils sont essentiels à la mise en oeuvre et au maintien d'une solution favorisant l'interopérabilité.
- Utilisation : Fréquence de l'utilisation de systèmes de communication compatibles.

La GRC a mis en ouvre son premier système radio en 1939. L'utilisation de systèmes radio partagés et loués, au lieu de systèmes appartenant à la GRC et de systèmes de fabricants particuliers, rend l'interopérabilité entre les systèmes radio de la GRC de plus en plus difficile. Les systèmes s'en trouvent peu fiables et peuvent ainsi compromettre la sécurité des policiers et des personnes qu'ils ont le mandat de protéger.

La GRC s'emploie à élaborer une stratégie nationale en matière de radiocommunications (SNR) qui lui servira de guide pour normaliser l'architecture de systèmes radio à des fins d'interopérabilité, de sécurité et de viabilité. La SRN sera également utilisée par les partenaires de la GRC et comme modèle par Sécurité publique Canada (SPC) pour la stratégie nationale d'interopérabilité en matière de radiocommunication.

Il y a dix ans, la GRC possédait la majorité de ses systèmes radio. Aujourd'hui, 6 des 14 systèmes radio divisionnaires utilisés par la GRC sont partagés ou loués. D'où la difficulté d'assurer l'interopérabilité entre tous les systèmes radio de la GRC, encore moins ceux des partenaires, et leur viabilité. Par systèmes radio viables, on entend des systèmes qui demeurent fonctionnels en situation de catastrophe grâce à leur équipement redondant et aux voies de communication. Ils sont conçus et financés de manière à être adaptés, ils sont de longue durée et dotés d'une stratégie de remplacement prédéterminée.

La capacité de communiquer assure un niveau adéquat de sécurité des policiers et du public, de confidentialité et d'interopérabilité. Un système radio interopérable permet à la GRC de travailler avec ses partenaires lorsqu'il faut, par exemple, lutter contre le crime organisé au Canada ou le terrorisme aux États-Unis. Des systèmes radio fonctionnels en situations d'urgence permettent à la GRC de continuer à protéger le public.

Après les attentats du 11 septembre 2001 à New York, l'interopérabilité radio entre les premiers intervenants et les organismes de gestion des urgences est devenue une exigence aux États-Unis et au Canada. Compte tenu des relations étroites du Canada avec les États-Unis, les forces policières et les organismes de sécurité publique des deux pays doivent pouvoir communiquer entre eux dans les situations d'urgence, les événements planifiés et les opérations conjointes.

Défis

Les obstacles à l'interopérabilité sont nombreux. Citons par exemple la disponibilité et l'utilisation des radiofréquences. Les radiofréquences sont en nombre limité, ce qui entraîne des problèmes de congestion au Canada, surtout dans les régions très peuplées. De plus, l'utilisation de fréquences communes de part et d'autre de la frontière nécessite des protocoles d'entente ou des ententes internationales avec les États-Unis.

Le besoin de communications protégées et l'absence de normes ont fait augmenter les coûts des systèmes radio au fil des ans. Le coût élevé des systèmes radio pour la sécurité publique et la difficulté d'obtenir des fonds sont des obstacles majeurs au remplacement des systèmes actuels par des systèmes interopérables. Il existe de nombreux systèmes radio très efficaces, mais ils sont incompatibles et très coûteux. Une radio pour la sécurité publique portée à la hanche par les policiers peut coûter 6 000 $; une radio portative ordinaire, qui n'a pas les caractéristiques de fiabilité et de sécurité d'une radio pour la sécurité publique, coûte moins de 1 000 $. Assurer la disponibilité des composants de système lorsque l'infrastructure commune fait défaut contribue à l'augmentation des coûts en raison des liaisons de radiocommunication de réserve et de l'alimentation.

Enfin, la planification des systèmes au sein du secteur de la sécurité publique au Canada n'est pas coordonnée. Remédier à la situation est complexe et trouver une solution nécessitera fort probablement la collaboration de tous les ordres de gouvernement.

Solutions

Heureusement, il y a à l'horizon des stratégies d'interopérabilité radio prometteuses et des solutions possibles. Industrie Canada, qui gère les radiofréquences au Canada, entend libérer, sur la bande ultrahaute fréquence 700 MHz, des radiofréquences pour les organismes de sécurité publique. Cela atténuera la congestion du spectre de fréquences et permettra aux organismes de sécurité publique d'utiliser les mêmes fréquences au moyen de radios compatibles, d'où une meilleure interopérabilité. En Amérique du Nord, l'Association of Public-Safety Communications Officials s'emploie à élaborer une série de normes, appelée Projet 25 (P25), qui assurera la compatibilité entre les systèmes radio des divers fabricants et l'équipement des utilisateurs.

Un autre avantage anticipé du P25 est la réduction des coûts grâce à la normalisation des systèmes. La GRC a adopté une stratégie d'acquisition de systèmes P25 qui, dans la majorité des cas, sont compatibles avec les anciens systèmes radio. Cependant, le coût des systèmes radio pour la sécurité publique demeurera plus élevé que celui d'autres systèmes radio.

D'autres groupes, dont le comité sur les technologies de l'information de l'Association canadienne des chefs de police, ont conclu un partenariat avec le Centre canadien de recherches policières en vue de mettre sur pied le Canadian Interoperability Technology Interest Group, chargé de voir à l'interopérabilité par des projets. Pour sa part, la GRC continue à améliorer l'interopérabilité entre ses systèmes et ceux de ses partenaires.

Gracieuseté du Service des communications mobiles GRC

En situation d'urgence, l'interopérabilité radio est l'élément déterminant entre une intervention efficace et le chaos.

Niveaux d'interopérabilité

Le niveau 1 d'interopérabilité radio, le niveau de base, correspond à l'échange des radios sur les lieux. Au niveau 2, une passerelle ou un réseau relie les systèmes radio séparés. Au niveau 3, l'équipement radio est conforme à une norme et les organismes de sécurité publique conviennent de canaux spécifiques. Au niveau 4, les organismes de sécurité publique s'entendent pour utiliser un seul système radio; l'interopérabilité est limitée seulement par le niveau de collaboration entre les organismes. Le niveau 5 correspond à l'utilisation de systèmes communs standards.

La GRC utilise des solutions de niveaux d'interopérabilité 1 et 2 pour la majorité de ses systèmes radio et de ses opérations, prévues ou imprévues. Il y a peu de solutions de niveau 3 et encore moins de niveau 4. Le plus récent système radio de la GRC, son seul système P25, se trouve en Saskatchewan. Lorsqu'il sera complètement mis en oeuvre en 2008, le système permettra à la GRC d'atteindre le niveau 5 d'interopérabilité avec les partenaires utilisant un système P25 sur la même bande de fréquences. ■

Crise du SRAS en 2003 : prélude à une pandémie?

Par le s.é.-m. Scott Roberts et le surint. pr. Peter Sloly
Service de police de Toronto

Le 5 mars 2003, une dame âgée, de retour depuis peu à Toronto après un séjour en Chine, meurt d'une maladie aux symptômes similaires à ceux d'une pneumonie. En apparence « anodine », ce décès allait marquer le début de la première urgence provinciale en matière de santé publique dans l'histoire moderne de Toronto, crise qui allait être un défi unique pour le Service de police de Toronto (SPT).

Plusieurs membres du SPT ont répondu à l'alerte qui a suivi, ce qui est la procédure habituelle. Puis, l'hôpital de Toronto a informé le SPT qu'une deuxième personne était décédée après avoir présenté des symptômes similaires, soit une fièvre subite, des douleurs musculaires et de l'essoufflement.

Les médecins ont décrit la cause comme étant une pneumonie atypique et s'inquiétaient de sa grande capacité de contagion. Suivant la suggestion de l'hôpital, les policiers qui ont été les premiers à intervenir ont été examinés pour ce genre de pneumonie. Au même moment, les médias rapportaient l'apparition de maladies et des décès en Asie du Sud-Est attribuables à une grippe contagieuse appelée syndrome respiratoire aigu grave (SRAS).

Compte tenu des défis immédiats, le SPT devait comprendre la nature et la portée de cette crise, coordonner les activités du service et celles menées conjointement avec les partenaires externes et préparer une intervention opérationnelle appropriée et intégrée.

Intervention initiale

Malgré ces défis, le SPT a immédiatement commencé à recueillir auprès des experts médicaux de la ville et de la province des renseignements sur le SRAS, à les analyser et à en faire le suivi. Tous les policiers susceptibles d'avoir été exposés au virus ont été mis en quarantaine. Le centre de commandement a coordonné les diverses activités internes et externes, dont la production d'une vidéo d'information, l'achat et la distribution d'équipement de protection personnelle, l'identification, la mise en quarantaine et le soutien des membres touchés, la sécurité dans les hôpitaux et la collaboration avec les centres des opérations d'urgence de la ville et de la province.

En 24 heures, le centre de commandement a produit une vidéo qui a été distribuée à tous les policiers afin de leur expliquer le SRAS, son mode de transmission, les mesures prises par le service et la façon de se protéger eux et leurs familles.

La crise du SRAS a rapidement pris des proportions locales et mondiales. Le 26 mars, le Premier ministre de l'Ontario, à l'époque Ernie Eves, a décrété la situation comme étant une urgence en matière de santé publique. Sur cette déclaration, les centres des opérations d'urgence provinciaux, municipaux et du ministère de la Santé ont été activés. Les membres du commandement ont été affectés aux centres des opérations provinciaux et municipaux afin d'établir des liens d'information essentielle avec d'autres services d'urgence et intervenants du secteur de la santé.

Le centre de commandement policier (CCP) du SPT a également été activé et en fonction 24 heures sur 24. Des officiers supérieurs ont tour à tour assuré la gestion des incidents pendant 12 heures. Les responsabilités du CCP consistaient à recueillir, consigner et transmettre de l'information, cerner et gérer les menaces à la santé et les menaces opérationnelles ainsi qu'élaborer et coordonner des stratégies et des tactiques.

Le CCP a dû relever des défis d'ordre administratif, opérationnel et humain durant la crise du SRAS, à savoir :

- mise en quarantaine des membres touchés;
- santé et sécurité des membres et de leur famille;
- indemnité d'accident de travail aux membres touchés;
- maintien des services de police;
- sécurité dans les hôpitaux et exécution des ordonnances de mise en quarantaine;
- achat et distribution d'équipement de protection personnelle;
- contrôle de la santé des prisonniers et processus de décontamination des membres;
- augmentation des primes et des prestations de maladie;
- stratégie de fin de crise visant à

réduire l'ampleur des opérations;
- formation additionnelle de la part des services de santé publique et des services juridiques.

Quarantaine volontaire

Durant la crise du SRAS, 307 membres du SPT ont été en quarantaine volontaire, ce qui représente des coûts salariaux de plus de 560 000 $ et une perte de 15 725 heures-personnes. Malgré des pertes considérables en matière de ressources humaines et financières, le SPT a maintenu les services essentiels et assuré la sécurité de ses membres et de la communauté.

En général, le SPT a très bien réagi à la crise du SRAS. Il a rapidement compris la nature de la crise et collaboré avec les intervenants de la santé afin de faire respecter les ordonnances de quarantaine et d'assurer une sécurité accrue dans les hôpitaux. Le CCP a pour sa part assuré le commandement, le contrôle, la communication et la coordination des opérations policières à l'interne et à l'externe.

Les membres ont reçu plus d'information, de formation, d'équipement et de soutien durant toute la crise. La santé et le bien-être des membres et de leur famille ont été une priorité. Malgré le grand nombre de quarantaines, on n'a déploré aucun décès ni aucun problème médical lié au SRAS chez les membres du SPT.

Pour ce qui est du public, le SRAS a fait de nombreuses victimes, suscité des craintes et nuit à la situation financière de la ville en raison des coûts de santé accrus et des pertes massives de recettes tirées de l'industrie touristique.

En 24 heures, le centre de commandement a produit une vidéo qui a été distribuée à tous les policiers afin de leur expliquer le SRAS, son mode de transmission, les mesures prises par le service et la façon de se protéger eux et leurs familles.

Les dangers à la sécurité publique passés, le SPT a néanmoins maintenu ses opérations et a joué un rôle clé dans le retour à la normale dans la communauté, rétablissant la réputation de la ville et revitalisant l'économie locale. C'est en effet le Service de police de Toronto qui a planifié et organisé le concert rock bénéfice qui a attiré plus de un million de fans et de touristes au parc Downsview de Toronto pour entendre des musiciens aussi réputés que les Rolling Stones.

Dans un compte rendu suivant la crise du SRAS, le SPT formulait les recommandations suivantes :

- dresser un plan antipandémie pour le système de gestion des incidents (SGI) du service;
- fournir plus de formation sur le SGI et le commandement des interventions aux cadres supérieurs du service;
- fournir plus de formation sur le SGI et d'équipement aux membres de première ligne;
- accroître la formation, l'équipement et le personnel du groupe de gestion des mesures d'urgence;
- améliorer l'interopérabilité et la coordination entre la police et les partenaires externes.

Sous le leadership du chef William Blair et de l'orientation stratégique du chef adjoint Anthony Warr, le SPT a développé une culture de l'excellence en matière de gestion des mesures d'urgence par le recours à des méthodes de pointe. Il a élaboré un cadre pour la gestion des incidents axé sur l'optimisation de la capacité de commandement, de contrôle, de coordination et de collaboration.

Le SPT a terminé les travaux d'agrandissement des installations abritant le groupe du maintien de l'ordre et de gestion des mesures d'urgence. Il a également entrepris un vaste programme de formation, à l'intention des officiers supérieurs, sur les pratiques de gestion des mesures d'urgence et le SGI.

Qu'est-ce que la quarantaine volontaire?

Durant l'éclosion du SRAS, tous les citoyens, y compris les policiers et les intervenants des services d'urgence médicale, qui ont été directement ou indirectement exposés au virus, ont été invités à demeurer à la maison et à s'isoler pour une période de dix jours.

Au total, 307 membres du SPT ont été en quarantaine volontaire pendant dix jours. Ils ne pouvaient pas quitter la maison et devaient, en présence de leur famille, porter un masque qu'ils changeaient deux fois par jour. Ils ne pouvaient pas sortir de la maison (sauf dans une arrière-cour isolée) ni recevoir de visiteurs.

Les personnes chez qui on avait confirmé la présence du virus mais qui ont refusé de se soumettre à la quarantaine volontaire risquaient de se voir imposer une mise en quarantaine involontaire, une ordonnance médicale que la police aurait veillé à faire respecter.

Le SPT s'affaire à peaufiner un plan antipandémie et opérationnel et a amélioré le savoir-faire du personnel et l'équipement de son programme CBRN. Le SPT met constamment à l'essai son efficacité opérationnelle par des exercices sur table, des simulations de désastre en milieu réel et des comptes rendus de la gestion d'incidents réels.

La crise du SRAS aura mis en lumière l'interdépendance mondiale et locale. La police de Toronto a eu un aperçu du potentiel tragique de la propagation rapide d'une maladie infectieuse. Malgré la grande collaboration entre les organismes, les actes héroïques personnels et le leadership exceptionnel de certains, la police, la province et la ville ont constaté que l'information, l'infrastructure et l'interopérabilité étaient insuffisantes pour faire face adéquatement au SRAS.

Ce qu'a vécu le STP durant la crise du SRAS en 2003 démontre le besoin pour la police et les dirigeants politiques, privés et publics d'améliorer la préparation aux urgences et de travailler en partenariat en vue de développer la résilience aux catastrophes des communautés. ■

Prévisions du temps violent

Participation de la police et avantages connexes

La technologie servant aux prévisions du temps violent n'a cessé d'évoluer au cours des 20 dernières années. Mais les logiciels et les radars de pointe ne sont pas les seules méthodes auxquelles se fie Environnement Canada pour prévoir le temps. Le météorologue aux alertes Geoff Coulson explique comment la nouvelle technologie et les réseaux de volontaires, y compris la police, peuvent aider à fournir de l'information opportune à ceux qui en ont besoin.

Par Geoff Coulson
Météorologue aux alertes
Environnement Canada

Depuis 20 ans, nombre de progrès technologiques ont aidé les météorologues à prévoir et à suivre les orages violents et les tornades. Parmi ces progrès, il y a le radar météorologique Doppler, le réseau nord-américain de détection de la foudre, les logiciels de surveillance météorologique, les modèles de prévisions et des ordinateurs plus rapides et plus puissants.

Cependant, l'humain continue à jouer un rôle important dans la transmission de veilles et d'alertes météorologiques aux Canadiens. Qu'on pense aux météorologues en poste dans les sept centres de prévision des intempéries au Canada et aux observateurs volontaires qui surveillent le ciel et signalent directement les tempêtes aux centres de prévision des intempéries.

Ensemble, la technologie et le savoir-faire humain constituent le moyen le plus efficace de fournir rapidement aux Canadiens des alertes de temps violent d'été.

La technologie

Radar

Avant les années 1980, l'utilisation du radar météorologique conventionnel était la règle au Canada. Cet outil permettait de repérer les secteurs de pluie et de neige et de voir comment ils se déplaçaient et évoluaient.

Cependant, vers le milieu des années 1980, le radar météorologique a été remplacé par le radar Doppler, qui permettait aux météorologues de repérer les précipitations mais aussi de savoir comment les gouttes de pluie et les flocons de neige se déplaçaient dans un nuage. Les météorologues pouvaient ainsi savoir la vitesse des vents à différentes altitudes et s'il y avait ou non rotation dans un nuage. La rotation est parfois un signe de la formation d'une tornade.

Au début des années 2000, les 30 radars météorologiques d'Environnement Canada ont été mis à niveau par la technologie Doppler. De plus, Environnement Canada a développé un processeur radar unifié (PRU), qui rassemble les données d'un certain nombre de radars au Canada et aux États-Unis, puis exécute une série d'algorithmes à partir de ces données, et ce, afin de détecter les tempêtes susceptibles de produire de la grêle, de forts vents, des pluies torrentielles et dans certains cas, des tornades.

Le PRU classe les cellules orageuses selon leur gravité potentielle de manière à ce que les météorologues puissent voir rapidement les secteurs sur lesquels ils doivent se concentrer. En été, par jour de mauvais temps, les météorologues peuvent relever plus de 100 cellules orageuses.

Les rapports de tempêtes dévastatrices fournis par les policiers sur le terrain sont transmis aux centres de transmission locaux, puis au centre de prévision des intempéries.

Imagerie satellite

Les centres de prévision des intempéries ont recours à deux types d'imagerie satellite pour repérer les formations de nuages et de vapeurs d'eau au Canada. L'information géosynchrone ou géostationnaire provient d'un satellite situé à environ 36 000 km au-dessus de l'équateur. Le satellite tourne à la même vitesse que la terre et peut donc fournir des photos de la même région géographique tous les 15 minutes.

Certains centres de prévision des intempéries, dont celui d'Edmonton, qui émet des prévisions pour l'Arctique canadien, ont recours à l'information provenant de satellites à orbite polaire. Ces satellites tournent en orbite de la terre à basse altitude (environ 800 km) et fournissent de l'information très détaillée. Cependant, ils survolent un même secteur deux fois par jour seulement. Deux satellites à orbite polaire peuvent fournir des photos d'un secteur donné toutes les six heures.

Autres réseaux, logiciels et méthodes

Les centres de prévision des intempéries ont accès au réseau nord-américain de détection de la foudre, qui permet de suivre la foudre avec un niveau d'exactitude élevé. L'information est constamment mise à jour à l'intention des météorologues.

La puissance grandement accrue des ordinateurs, combinée à la recherche météorologique continue, a considérablement amélioré la façon dont les météorologues peuvent voir, interpréter et traiter l'information météorologique, ainsi que l'exactitude des modèles informatiques grâce aux simulations plus réalistes de l'état futur de l'atmosphère.

L'élément humain

Météorologues

Nul doute que les progrès technologiques ont aidé les météorologues au cours des dernières années. Cependant, ces progrès sont assortis de difficultés. Le travail des météorologues était plus simple auparavant en ce sens qu'il y avait moins d'information à traiter et que le processus de prévision était relativement simple. Aujourd'hui, les météorologues ont beaucoup plus d'information à leur disposition, sans oublier Internet, où on trouve gratuitement de l'information météorologique de diverses sources. Beaucoup d'information c'est bien, mais ce peut être aussi accablant, d'où l'importance du travail d'équipe dans les centres de prévision des intempéries et de l'échange d'information. Une personne à elle seule ne peut traiter toute l'information par jour de mauvais temps, mais quelques personnes travaillant ensemble peuvent accomplir la tâche.

Observateurs volontaires

Les tempêtes d'été peuvent se développer et se déplacer rapidement. Malgré la technologie de pointe, il peut être difficile pour un météorologue d'un centre de prévision des intempéries de savoir exactement ce qui se passe au sol. C'est pourquoi Environnement Canada compte des observateurs volontaires un peu partout au pays. Ces derniers, sachant quoi rechercher dans le ciel et connaissant les ravages que peuvent faire une tempête, transmettent rapidement l'information au centre de prévision des intempéries le plus près.

Nombre de volontaires sont également opérateurs de radio amateur et participent au programme CANWARN. Des réseaux de radio amateur sont établis dans les régions où l'on prévoit des tempêtes dévastatrices. Certains volontaires font rapport à une personne de contrôle central, qui transmet l'information au centre de prévision des intempéries.

Programme des observateurs policiers

La Police provinciale de l'Ontario fait partie depuis 2003 de la liste des observateurs potentiels en Ontario. Cette participation porte le nom de Projet OPPortunity. Les rapports de tempêtes dévastatrices fournis par les policiers sur le terrain sont transmis aux centres de transmission locaux, puis au centre de prévision des intempéries.

Le signalement rapide des tempêtes destructrices permet d'émettre des avis ou de les modifier et donc, d'en améliorer l'exactitude. Environnement Canada est en cours de discussion avec la GRC pour étendre le programme à d'autres régions au pays. Cette initiative est appelée Projet POP (Police Observing Program [programme des observateurs policiers]).

La prévision du temps violent d'été pose de nombreux défis. Les tempêtes destructrices peuvent se développer et se déplacer rapidement et affecter grandement une petite région. La technologie d'aujourd'hui permet aux météorologues de suivre ces tempêtes mieux que jamais, mais elle ne suffit pas. Des météorologues dûment formés à l'identification des conditions atmosphériques sur les images radar et satellite et les rapports en temps réel des volontaires sur le terrain constituent la meilleure solution au défi. Ce sont l'homme et la technologie ensemble qui permettent de fournir des alertes et des avis météorologiques opportuns et exacts aux Canadiens. ■

Ravages d'une tornade ayant frappé Combermere le 2 août 2006, une petite communauté de l'Est ontarien. Une technologie de prévision améliorée et des rapports sur le terrain permettent d'obtenir l'information essentielle pour se préparer au temps violent.

Geoff Coulson

La terreur terrorise-t-elle?

Le ressort psychologique communautaire en Israël

Lorsqu'un acte de terrorisme frappe une collectivité, il est presque certain qu'il sera suivi d'un sentiment généralisé de peur et d'anxiété. Mais qu'en est-il d'une collectivité qui vit dans la terreur? Ses habitants sont-ils mieux préparés à y faire face ou la peur les rend-ils dysfonctionnels? Dans cet article, le professeur Alan Kirschenbaum examine la question en se fondant sur plusieurs projets de recherche qu'ils a dirigés en Israël, où le terrorisme est une réalité quotidienne. Les résultats montrent que la capacité d'adaptation de l'homme est remarquable et le fait de comprendre ce comportement pourrait aider les organismes d'application de la loi à faire face aux attaques terroristes.

Par Alan Kirschenbaum
Technion-Israel Institute of Technology, Israël

En réponse à la question « la terreur terrorise-t-elle? », les images et les sons horribles que les médias choisissent de présenter nous feraient certainement affirmer qu'il n'y a pas lieu d'en douter. Cependant, des recherches sérieuses indiquent tout le contraire. Les personnes soumises à la terreur, sous toutes ses formes, s'y adaptent et développent en fait une capacité accrue de se rétablir rapidement, qui rend les événements terrorisants à venir moins déconcertants.

Ceci ne veut pas dire que vivre une attaque terroriste n'est pas une expérience effrayante et traumatisante. Ça l'est vraiment! Les recherches montrent cependant que des événements aussi traumatisants ont peu d'impact sur la capacité de revenir à la vie normale en relativement peu de temps. Toutes ces conclusions sont loin de correspondre à l'image qui est véhiculée par les médias et souvent appuyée par les organismes gouvernementaux.

Tactique psychologique

Le terrorisme est essentiellement une tactique psychologique où la violence et en particulier la menace d'actes violents sont utilisées pour semer la peur et l'anxiété chez un plus grand nombre de personnes que celles qui sont directement touchées par les actes. Le terrorisme moderne est à l'image des formes de terreur qu'employaient les Grecs et les Romains, qui ciblaient des personnes et se livraient de plus en plus à des attaques contre des civils innocents.

Reconnaissant l'omniprésence des activités terroristes à l'échelle mondiale, les dirigeants et les civils ont commencé à percevoir le terrorisme comme une menace importante pour leurs modes de vie et bien-être politique. La plupart des intervenants dans le maintien de la paix considèrent que le terrorisme menace la stabilité d'une société, l'intention délibérée étant de causer des ravages et la mort et de remplacer éventuellement une forme de gouvernement par une autre.

Même si des actes terroristes sont commis partout dans le monde, ils ont rarement été étudiés en fonction de leur impact social sur des groupes et des collectivités. La majorité de ce qui est dit dans la presse populaire et à la télévision et, dans une certaine mesure, dans les revues savantes sur l'impact social du terrorisme correspond davantage à des opinions qu'à des faits.

Pour corriger cette impression, cet article fera état d'une série de projets de recherche menés en Israël sur l'impact du terrorisme sur les familles et les collectivités. Israël, avec une population de près de sept millions d'habitants, est une société multiculturelle qui s'intéresse à l'Ouest et qui reflète les valeurs et les modes de vie de la plupart des sociétés urbaines occidentales. Ce point commun est important parce que les similarités culturelles permettent d'appliquer les résultats de la recherche aux menaces terroristes en Amérique du Nord et une grande partie de l'Europe.

L'an dernier, cet immeuble situé à Haifa dans le nord d'Israël a été touché lor les résidents se sont adaptés efficacement grâce aux réseaux sociaux.

Contexte

Les attaques terroristes ne sont pas un phénomène nouveau pour la population d'Israël. Même avant qu'Israël ne devienne un pays en 1948, les attaques terroristes arabes contre des civils étaient courantes. Ceci a mené à la création d'une organisation semi-militaire pour assurer la sécurité interne, devenue l'Israel's Homefront Command, dont les objectifs sont similaires à ceux de notre Défense nationale et du Département de la sécurité intérieure des États-Unis.

lors d'attaques à la roquette par le Hezbollah. Malgré la terreur quotidienne,

Pour Israël, les attaques ont continué durant plus de 60 ans. Et comme le sait quiconque écoute les nouvelles, elles continuent même aujourd'hui. Elles comprennent des kamikazes, des bombes le long de routes, des attaques à l'arme légère, des agressions à coups de couteau, des missiles balistiques traiens et, depuis 2001, des centaines d'attaques de missiles Kassam. Il y a moins d'un an, le Hezbollah a lancé depuis le Liban plus de 4 000 roquettes Katyusha sur plus de 1,4 million de civils dans le nord d'Israël. Cette campagne de terreur massive nous a amenés à nous demander comment les habitants arrivaient à survivre à ces attaques presque quotidiennes.

Adaptation

Dans une série de projets de recherche allant de 1999 à 2004, nous avons découvert que les personnes soumises à la terreur avaient plusieurs façons d'y réagir et que, par conséquent, elles modifiaient leur comportement pour s'y adapter.

Par exemple, lorsque les kamikazes palestiniens ont commencé à cibler des autobus et des centres d'achats, il y a eu réduction de l'utilisation des transports publics mais augmentation du transport coopératif entre voisins. Les familles ne faisaient leurs achats que s'il y avait un gardien à l'entrée des magasins et des restaurants.

Les communications officieuses ont augmenté de façon radicale entre familles et amis. Des stratégies d'adaptation et d'évitement ont été adoptées lorsque le risque semblait le plus élevé. Les relations d'aide, les croyances religieuses et le recours à des conseillers professionnels ont augmenté, ce qui a permis d'atténuer les effets des attaques terroristes, de créer un ensemble de réseaux sociaux et de réduire au minimum les perturbations des activités quotidiennes.

Ressort psychologique communautaire

Une analyse plus poussée de ces recherches nous ont amenés à réaliser que les habitants d'une collectivité avaient un vaste répertoire de comportements qui étaient socialement ancrés dans cette collectivité, ce qui les rendait plus forts et renforçait vraiment leur détermination.

À preuve, citons une étude exhaustive de collectivités à l'intérieur et autour de la bande de Gaza frappées à tous les jours par des tirs de roquettes Kassam. De nouveaux comportements adaptatifs sont en fait devenus un comportement communautaire, renforçant les liens communautaires. Au fil du temps, les liens sociaux entre les personnes, les familles et les collectivités sont devenus de plus en plus forts. Ces liens sociaux étroits protégeaient les membres de la collectivité et leur permettaient non seulement de survivre mais aussi d'être réellement stimulés par ces épreuves! Ce phénomène remarquable s'expliquait à la fois par un état de préparation, des réseaux sociaux intenses et des croyances idéologiques et religieuses.

Intervention

Nos recherches ont montré que l'hypothèse selon laquelle le terrorisme a pour effet de perturber les collectivités s'est avérée non fondée. Les réseaux sociaux améliorent son impact; les comportements d'adaptation l'atténuent d'autant plus.

Traduire ces faits en des protocoles stratégiques nous amène à conclure qu'on ne doit pas intervenir massivement dans les collectivités victimes d'une attaque terroriste car ceci peut nuire aux processus sociaux naturels établis et contribuer à perturber rapidement la collectivité.

Si une intervention est choisie, celle-ci doit appuyer et renforcer les réseaux sociaux et le ressort psychologique communautaire, et non créer une population « dépendante » qui perdra sa capacité de s'adapter et de faire front. Ceci s'avère sage aux plans social, économique et politique, et doit aussi nous rappeler qu'au sein des collectivités, il existe une force incroyable qui peut être mise à profit.

L'adage voulant qu'il ne faut pas s'embarrasser des faits convient aux médias, mais il est extrêmement dangereux lorsqu'on l'applique à la façon dont les forces de l'ordre devraient considérer le terrorisme et en particulier son impact sur les protocoles stratégiques et opérationnels.

En comprenant mieux le comportement (éventuel) de la victime et non seulement celui de l'auteur de l'acte terroriste, les policiers pourront élaborer des protocoles opérationnels pour faire face aux attaques terroristes et aider à préparer les collectivités en vue d'attaques futures.

Alan (Avi) Kirschenbaum, professeur de sociologie organisationnelle et de gestion des catastrophes au Technion-Israel Institute of Technology, en Israël, a été directeur de la recherche et consultant auprès de la Population Behaviour Section, Israel's Homeland Command. Auteur de nombreux ouvrages et articles de revues scientifiques, il a récemment publié le livre Chaos Organization and Disaster Management *(Marcel Dekker, 2004).* ■

Et si le pire survenait, seriez-vous prêts?

Par Alain Normand
Gestionnaire des mesures d'urgence et de la sécurité
Ville de Brampton

Adolescent, je me régalais des films à catastrophes. Avec l'âge, cependant, je leur ai tous trouvé un gros défaut : dans la vraie vie, un scénario catastrophe requiert l'intervention de toute une équipe… ce n'est pas la place d'un hypothétique super-héros.

Les policiers sont des membres importants d'une équipe d'intervention. Traditionnellement, il leur revient de faciliter la circulation, de contenir les foules et de protéger les lieux de crimes. Et en cas de troubles civils ou d'affrontements violents, les policiers doivent jouer un rôle plus actif afin de réprimer la menace.

On peut aussi parfois leur confier des rôles moins traditionnels. Ainsi, lorsque survient un incident à grande échelle, les policiers doivent contrôler l'accès aux lieux. Il est essentiel de limiter l'accès au site aux véhicules prioritaires lorsqu'on veut en protéger l'état. On s'attend à ce que l'équipe de commandement de la police évalue rapidement la meilleure façon de gérer les voies d'accès, qu'elle fasse boucler les secteurs d'accès limité et qu'elle fasse ouvrir le passage aux véhicules d'urgence. Les policiers peuvent aussi recevoir l'ordre de transporter des biens essentiels, des médicaments et même des gens.

Lors d'une évacuation, les rôles des policiers sont encore plus variés. C'est à eux qu'on demande habituellement de communiquer aux occupants l'ordre d'évacuer. Bien sûr, des bénévoles de divers services sociaux pourraient le faire aussi, mais jamais ils ne présenteront le degré d'autorité que confère l'uniforme du policier. Venant d'un policier, l'ordre d'évacuer a beaucoup plus de poids que s'il était transmis par un civil.

À prime abord, le porte à porte peut sembler tout simple, mais il ne suffit pas de sonner aux portes pour procéder à une évacuation. Les policiers doivent s'assurer, autant que possible, que les occupants ont bien quitté les lieux. Si personne n'ouvre, ils devront faire le tour de la propriété. Dans un immeuble de bureaux, ils devront parcourir avec le responsable de l'immeuble la liste des occupants pour s'assurer qu'ils sont tous sortis. Ils peuvent même devoir réquisitionner l'aide du concierge d'un immeuble résidentiel pour inspecter chaque logement.

Et il se trouvera toujours quelqu'un qui refusera d'évacuer. Or, aucune loi ne peut être invoquée pour l'obliger à quitter contre son gré. J'ai vu des gens insister jusqu'à la dernière minute pour rester afin de protéger leurs biens, alors même qu'un feu de forêt brûlait à quelques mètres.

On peut user de diverses stratégies pour convaincre un résident récalcitrant de quitter sa maison. Un ami ou un proche saura parfois mieux le convaincre en invoquant son attachement à d'autres personnes ou en venant à bout des arguments invoqués pour protéger ses biens.

Si cette stratégie ne fonctionne pas pour une raison ou pour une autre, un ami m'a confié qu'il demande habituellement à la personne de lui fournir les coordonnées d'un proche. Lorsqu'elle lui demande pourquoi, il explique que c'est pour accélérer l'annonce éventuelle de son décès à sa famille. Un autre policier m'a dit garder sur lui un petit appareil-photo numérique et une trousse de prise d'empreintes et demander à la personne s'il peut la photographier et prendre ses empreintes. Lorsqu'il se fait demander pourquoi, il explique qu'on accélère ainsi l'identification du corps et la paperasserie au bureau du coroner. Parce qu'ils jettent une toute autre lumière sur la situation, ces trucs fonctionnent habituellement.

Le dernier volet d'une intervention d'urgence consiste à sécuriser le secteur une fois l'évacuation terminée. Malheureusement, pour certains, une situation d'urgence offre l'occasion d'entrer par effraction dans les maisons évacuées sans risquer d'être vus.

Se préparer

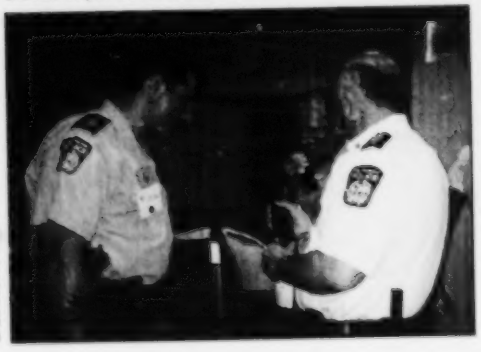
À titre de policier, vous pourriez être appelé à intervenir dans une situation d'urgence; vous devez comprendre ce qu'on attendra alors de vous et être prêt à assumer certains rôles pour lesquels vous n'êtes pas nécessairement formé. Comment pouvez-vous donc vous y préparer?

Déjà, si vous êtes conscient de la possibilité d'être appelé à intervenir avant même qu'un incident se produise, vous êtes en bonne voie de préparation. La plupart des municipalités canadiennes disposent d'un plan d'urgence. Dans ce document public, on énonce les risques principaux pour la municipalité, on prévoit la façon dont les autorités municipales comptent intervenir et on détermine les rôles qui seront confiés aux policiers.

En faisant vos propres recherches, vous serez mieux préparé.

Par exemple, si le plan d'urgence de votre localité indique que le principal risque est un déraillement de train donnant lieu à un déversement de matière dangereuse, vous pourriez explorer la voie ferrée et ses environs; en tenant compte des vents dominants dans le secteur, vous pourriez repérer des lieux de rassemblement en amont du vent et à au moins un kilomètre; vous pourriez étudier la circulation

Lors de la panne de courant de 2003, l'un des rôles principaux des policiers consistait à gérer la circulation aux grandes intersections. Des agents du Service de police régional de Peel coordonnent les affectations et le transport des policiers à diverses intersections de Brampton, une ville de plus de 400 000 habitants.



Gracieuseté d'Alain Normand

habituelle dans le secteur et déterminer les meilleures voies d'évitement pour minimiser l'interruption de la circulation.

Vous pourriez estimer le nombre de personnes qu'il faudra évacuer. En sachant qu'il y a habituellement environ 10 pour cent des évacués qui n'ont nulle part où aller, vous pourriez figurer combien de personnes auront besoin d'un refuge. Vous devriez vous familiariser avec le plan municipal de refuges. Vous pourriez repérer les lieux où se trouvent des populations vulnérables, notamment les foyers et les écoles situées le long de la voie ferrée. Ces populations deviennent une priorité en cas d'urgence.

Plus la localité est petite, plus ces étapes revêtent d'importance, parce que vous pourriez être la première personne arrivée sur les lieux et devoir assumer la gestion du site. C'est à vous qu'il incombera alors d'évaluer la situation et de décider de la manière d'intervenir. Si vous aviez déjà imaginé divers scénarios, vous aurez une longueur d'avance en situation d'urgence.

Le deuxième élément le plus important me ramène à mes propos sur le travail d'équipe. En situation d'urgence, vous ferez partie d'une grande équipe d'intervenants, et qui dit équipe dit communication entre intervenants de diverses spécialités. Des rapports ont fait état de ratés dans les communications radio lors des attentats contre le World Trade Center. Ces pannes ont entraîné la mort de nombreux intervenants qui n'ont tout simplement pas reçu l'avertissement de l'effondrement imminent de la tour. C'est avant une situation d'urgence qu'il faut tester et peaufiner protocoles et systèmes de communication.

Si vous devez prendre le commandement d'une situation, savez-vous si votre système de communication est compatible avec ceux des services d'incendie et de santé? Le service d'incendie utilise-t-il des termes ou des protocoles différents sur les lieux d'une urgence? Connaissez-vous sa structure de commandement en situation d'urgence? Avec qui travaillerez-vous lors d'une urgence? Autant de questions auxquelles vous devez déjà trouver des réponses.

En résumé, vous préparer consiste à comprendre votre rôle, à analyser les risques, à vous familiariser avec l'équipe d'intervention et à savoir comment communiquer avec tous ses membres.

Si vous estimez ne pas être prêt à faire face à une telle situation, sachez que vous pouvez suivre divers programmes de formation. Des collèges et des universités offrent dorénavant des certificats en gestion de situations d'urgence—en ligne, même. Diverses associations offrent aussi des occasions de réseautage.

L'Ontario Association of Emergency Managers (OAEM) accueille tous les intéressés, et pas seulement les experts. Elle offre des ateliers et une mine d'information sur son site Web. Des associations semblables voient le jour dans d'autres provinces. Si tel n'est pas le cas chez vous, sachez que de nombreux cours sont offerts en ligne par le Department of Homeland Security des É.-U. La plupart des principes qui y sont enseignés sont toujours valables au Canada.

Ne remettez pas votre préparation à demain. Il pourrait être trop tard. ■

Alain Normand a dirigé les efforts d'assistance lors des inondations au Saguenay, de la crise du verglas au Québec et en Ontario et d'autres situations d'urgence un peu partout au Canada. Il est l'actuel gestionnaire des mesures d'urgence pour la ville de Brampton, en Ontario, et l'ancien président de l'Ontario Association of Emergency Managers. Il a enseigné la gestion des situations d'urgence à temps partiel à l'université York et au collège Sheridan.

Protection des écoles

Lorsqu'une crise éclate dans une école, comme cela a été le cas au collège Dawson ou au Virginia Tech, les policiers doivent pouvoir intervenir immédiatement. Le nouveau Plan d'action pour les situations d'urgence en milieu scolaire (Plan SAFE) de la GRC fournit des renseignements clés aux policiers dépêchés sur les lieux, en vue d'assurer la sécurité des policiers, des élèves et des enseignants.

« Nous savons que nous devrons intervenir dans ce genre de situation, affirme le cap. Anthony Massie, coordonnateur national du plan SAFE. Nous agissons de façon préventive afin de pouvoir réagir efficacement. »

Inspiré par le programme d'intervention en milieu scolaire du Service de police régional de Peel, le plan SAFE regroupe dans une base de données facile à consulter des plans d'étage, des photos aériennes, des plans d'intervention et les coordonnées des responsables des écoles. Les policiers ont ainsi tous les renseignements pertinents sous la main. Barrages routiers, itinéraires d'évacuation, issues et points d'observation sont repérés à l'avance et marqués sur des cartes interactives conservées dans la base de données du plan SAFE.

« Le plan SAFE permet de voir l'intérieur de l'école », explique le cap. Massie.

Depuis avril, la gend. Catherine Gillis, de Mission (C.-B.), recueille des informations sur les 22 écoles de son district et les entre dans la base de données.

Il lui faut en moyenne six heures pour recueillir et entrer les données pour une école primaire typique, et jusqu'à dix heures pour une école secondaire. Le temps consacré à ces tâches varie en fonction de la taille de l'école et de la rapidité avec laquelle on apprend à utiliser la base de données du plan SAFE. Mais elle est convaincue que ce n'est pas une perte de temps.

« Malheureusement, nous devons le faire maintenant, puisque de tels incidents se produisent, précise-t-elle. Cette tâche doit être bien faite, car cette information servira à d'autres policiers. Leur sécurité et celle d'autres personnes est en jeu. »

La base de données du plan SAFE est facile à parcourir, ajoute la gend. Gillis, qui reconnaît qu'elle n'est pas une spécialiste de l'informatique. Après avoir reçu quelques instructions téléphoniques du cap. Massie, elle entrait les données dans le système comme une pro. « C'est très intimidant au début, mais l'application est conviviale et aussi simple qu'elle peut l'être », confie-t-elle.

La base de données compte déjà 300 écoles et il s'en ajoute chaque semaine. Le cap. Massie explique qu'au cours des prochain mois, on s'efforcera d'entrer dans le système toutes les écoles desservies par la GRC.

–Susan Demaray

Faire passer le bon message

Conseils pratiques pour les communications en temps de crise

Par Joseph Scanlon
Centre de recherches
en communications d'urgence
Université Carleton, Ottawa

Lorsque survient une catastrophe, les survivants se demandent quoi faire. Des vingtaines, voire des centaines de personnes en aident d'autres, les tirent des décombres ou utilisent leur propre véhicule pour conduire les blessés à l'hôpital.

Tous ces gestes individuels font qu'il est impossible de savoir exactement ce qui se passe. Pourtant, les citoyens et les journalistes appellent la police... ils pensent que vous savez ce qu'il en est.

Que répondre?

- Reconnaissez honnêtement que vous n'avez pas de réponse dans l'immédiat. Une personne sensée comprendra qu'il vous est impossible de savoir qui se trouvait à bord d'un avion qui vient de s'écraser ou qui a été blessé par la tornade qui vient de faire rage.
- Demandez aux appelants où ils se trouvent et ce qu'ils ont vu. Cela permettra de mieux cerner l'étendue des dégâts.
- Renseignez les médias sur la façon dont vous intervenez et faites-leur savoir où et quand ils pourront obtenir d'autres informations. Si un centre des opérations d'urgence est mis sur pied, dites-le et précisez l'endroit où les informations seront communiquées aux médias.

Avis à la population

N'oubliez pas qu'un avertissement efficace satisfait à quatre critères. Il indique clairement quel est le danger. Il indique clairement à qui il s'adresse. Il indique clairement ce qu'il faut faire. Il est diffusé par tous les moyens possibles.

On craint que des avertissements sans détour ne sèment la panique. Ce n'est pas le cas. Ce sont les avertissements vagues qui entraînent la confusion. Les avertissements clairs permettent de réagir efficacement.

Lorsque la Police régionale de Peel a évacué 217 000 personnes de Mississauga (Ontario) après qu'un déraillement de train eut entraîné le déversement de produits chimiques en novembre 1979, elle a prévenu les médias avant de commencer à évacuer un quartier précis. Elle a même fourni des cartes. Les citoyens s'attendaient à devoir partir lorsque les policiers venaient frapper à leur porte. Les avertissements étaient limpides quant au danger : la fuite de produits chimiques pouvait entraîner d'autres explosions.

La technologie moderne fait que certaines informations circulent rapidement, quoi que vous fassiez. Lorsque des terroristes s'en sont pris au système de transports à Londres, les survivants dans le métro ont envoyé des messages et des images bien avant que les secours ne les atteignent.

Mettez votre site Web à jour au fur et à mesure que vous recevez de l'information. Utilisez les Blackberry pour diffuser les communiqués de presse. Mettez à jour les messages sur votre boîte vocale. En Australie, de nombreux citoyens qui ont appelé la police à propos du tsunami dans l'océan Indien ont raccroché satisfaits après avoir entendu un message enregistré détaillé.

Les catastrophes déclenchent une vaste couverture médiatique qui entraîne de nombreux appels de personnes qui connaissent ou pensent connaître une victime. Un moyen de réduire le nombre de ces appels consiste à aviser les médias des zones qui n'ont pas été touchées : soyez aussi précis que possible.

En cas de crise, on n'intervient pas seul. Il est essentiel de rester en contact avec les autres intervenants principaux (pompiers, secours médical d'urgence, services sociaux, organismes bénévoles) pour que le message soit uniforme.

Enfin, il est important de communiquer les informations à tout le personnel. Chaque fois qu'un policier parle à quelqu'un, c'est un acte de communication publique. Ces messages doivent être uniformes. ■

Professeur emérite et directeur du Centre de recherches en communications d'urgence de l'université Carleton à Ottawa, Joseph Scanlon étudie les interventions d'urgence depuis 1970.

À prévoir

Astuces de communications en temps de crise

- Ayez des numéros de téléphone confidentiels et non consécutifs. Sinon, comme nombre de petits détachements de police en ont fait l'expérience, vos lignes seront encombrées par les appels entrants.
- Sachez comment joindre les principaux responsables. Lorsque les lignes téléphoniques et les fréquences radio sont surchargées, le meilleur moyen de communiquer avec une personne pourrait être d'envoyer quelqu'un.
- Sachez comment joindre les médias. Lorsqu'un train de CP Rail a déversé des produits chimiques à Minot (Dakota du Nord) à 1 h 40 en janvier 2002, les autorités ont découvert que les médias locaux fonctionnaient à distance pendant la nuit. Aucune station radio ou TV n'a répondu aux appels.
- Connaissez votre collectivité. Certains résidents doivent-ils être avertis de façon spéciale? En dressant un plan d'urgence nucléaire à Point Lepreau (Nouveau-Brunswick), on s'est rendu compte qu'il faudrait communiquer avec les pêcheurs dans la baie de Fundy. Comme les pêcheurs n'écoutent pas le canal d'urgence, mais bavardent constamment sur un autre canal, on a décidé d'utiliser plutôt celui-ci en cas d'urgence.

Faire passer le bon message

Conseils pratiques pour les communications en temps de crise

Par Joseph Scanlon
Centre de recherches en communications d'urgence
Université Carleton, Ottawa

Lorsque survient une catastrophe, les survivants se demandent quoi faire. Des vingtaines, voire des centaines de personnes en aident d'autres, les tirent des décombres ou utilisent leur propre véhicule pour conduire les blessés à l'hôpital.

Tous ces gestes individuels font qu'il est impossible de savoir exactement ce qui se passe. Pourtant, les citoyens et les journalistes appellent la police... ils pensent que vous savez ce qu'il en est.

Que répondre?

- Reconnaissez honnêtement que vous n'avez pas de réponse dans l'immédiat. Une personne sensée comprendra qu'il vous est impossible de savoir qui se trouvait à bord d'un avion qui vient de s'écraser ou qui a été blessé par la tornade qui vient de faire rage.
- Demandez aux appelants où ils se trouvent et ce qu'ils ont vu. Cela permettra de mieux cerner l'étendue des dégâts.
- Renseignez les médias sur la façon dont vous intervenez et faites-leur savoir où et quand ils pourront obtenir d'autres informations. Si un centre des opérations d'urgence est mis sur pied, dites-le et précisez l'endroit où les informations seront communiquées aux médias.

Avis à la population

N'oubliez pas qu'un avertissement efficace satisfait à quatre critères. Il indique clairement quel est le danger. Il indique clairement à qui il s'adresse. Il indique clairement ce qu'il faut faire. Il est diffusé par tous les moyens possibles.

On craint que des avertissements sans détour ne sèment la panique. Ce n'est pas le cas. Ce sont les avertissements vagues qui entraînent la confusion. Les avertissements clairs permettent de réagir efficacement.

Lorsque la Police régionale de Peel a évacué 217 000 personnes de Mississauga (Ontario) après qu'un déraillement de train eut entraîné le déversement de produits chimiques en novembre 1979, elle a prévenu les médias avant de commencer à évacuer un quartier précis. Elle a même fourni des cartes. Les citoyens s'attendaient à devoir partir lorsque les policiers venaient frapper à leur porte. Les avertissements étaient limpides quant au danger : la fuite de produits chimiques pouvait entraîner d'autres explosions.

La technologie moderne fait que certaines informations circulent rapidement, quoi que vous fassiez. Lorsque des terroristes s'en sont pris au système de transports à Londres, les survivants dans le métro ont envoyé des messages et des images bien avant que les secours ne les atteignent.

Mettez votre site Web à jour au fur et à mesure que vous recevez de l'information. Utilisez les Blackberry pour diffuser les communiqués de presse. Mettez à jour les messages sur votre boîte vocale. En Australie, de nombreux citoyens qui ont appelé la police à propos du tsunami dans l'océan Indien ont raccroché satisfaits après avoir entendu un message enregistré détaillé.

Les catastrophes déclenchent une vaste couverture médiatique qui entraîne de nombreux appels de personnes qui connaissent ou pensent connaître une victime. Un moyen de réduire le nombre de ces appels consiste à aviser les médias des zones qui n'ont pas été touchées : soyez aussi précis que possible.

En cas de crise, on n'intervient pas seul. Il est essentiel de rester en contact avec les autres intervenants principaux (pompiers, secours médical d'urgence, services sociaux, organismes bénévoles) pour que le message soit uniforme.

Enfin, il est important de communiquer les informations à tout le personnel. Chaque fois qu'un policier parle à quelqu'un, c'est un acte de communication publique. Ces messages doivent être uniformes. ■

Professeur émérite et directeur du Centre de recherches en communications d'urgence de l'université Carleton à Ottawa, Joseph Scanlon étudie les interventions d'urgence depuis 1970.

À prévoir

Astuces de communications en temps de crise

- Ayez des numéros de téléphone confidentiels et non consécutifs. Sinon, comme nombre de petits détachements de police en ont fait l'expérience, vos lignes seront encombrées par les appels entrants.
- Sachez comment joindre les principaux responsables. Lorsque les lignes téléphoniques et les fréquences radio sont surchargées, le meilleur moyen de communiquer avec une personne pourrait être d'envoyer quelqu'un.
- Sachez comment joindre les médias. Lorsqu'un train de CP Rail a déversé des produits chimiques à Minot (Dakota du Nord) à 1 h 40 en janvier 2002, les autorités ont découvert que les médias locaux fonctionnaient à distance pendant la nuit. Aucune station radio ou TV n'a répondu aux appels.
- Connaissez votre collectivité. Certains résidents doivent-ils être avertis de façon spéciale? En dressant un plan d'urgence nucléaire à Point Lepreau (Nouveau-Brunswick), on s'est rendu compte qu'il faudrait communiquer avec les pêcheurs dans la baie de Fundy. Comme les pêcheurs n'écoutent pas le canal d'urgence, mais bavardent constamment sur un autre canal, on a décidé d'utiliser plutôt celui-ci en cas d'urgence.

L'agroterrorisme

Aperçu du rôle des organismes d'application de la loi

Le National Institute of Justice est l'organe de recherches, de développement et d'évaluation du département américain de la Justice. La présente étude est le fruit d'un partenariat entre le bureau des enquêtes du Kansas, le département du shériff du comté de Ford (Kansas) et le centre national de biosécurité agricole à l'université du Kansas. Elle soulève les défis qui se poseraient à la police en cas d'attentat agroterroriste.

par le National Institute of Justice
Département américain de la Justice

Le coeur de l'activité agricole américaine constitue une cible des plus vulnérables pour les terroristes cherchant à miner l'économie américaine. Un attentat agroterroriste aurait de graves répercussions sur de nombreux secteurs de la vie américaine, y compris sur les autorités policières qui, surtout en secteur rural, n'ont pas les ressources financières et stratégiques pour riposter.

La plus grande crainte des experts agricoles est l'introduction délibérée du virus de la fièvre aphteuse (VFA) dans le réseau d'approvisionnement alimentaire. Vingt fois plus contagieux que la variole, le VFA cause des cloques douloureuses sur la langue, les onglons et les mamelles des animaux qui ont le pied fendu (comme la vache, le cochon, la chèvre et le cerf), ce qui les empêche de marcher, de manger et de boire, et entrave leur traite. Bien qu'en général les humains ne peuvent pas contracter le VFA, ils peuvent porter le virus dans leurs poumons jusqu'à concurrence de 48 heures et le transmettre aux animaux. Le rayon de transmission aérienne entre animaux est de 80 kilomètres (50 milles).

L'introduction du VFA aux États-Unis – où les fermes, les champs et les parcs d'engraissement sont ouverts et vulnérables – nécessiterait l'abattage massif d'animaux et l'élimination potentielle de millions de carcasses animales. Elle pourrait paralyser la vente de viande et de produits animaux au pays et à l'étranger durant des mois, voire des années. À la lumière de l'épidémie de fièvre aphteuse survenue au Royaume-Uni en 2001, les chercheurs estiment qu'une attaque contre l'industrie du bétail américain pourrait coûter jusqu'à 60 milliards $[1] aux contribuables.

Qui dirigerait l'intervention?

Pour plusieurs, ce serait aux agents de l'hygiène publique de mener l'intervention en cas d'une attaque agroterroriste, mais en réalité, ce ne serait pas nécessairement le cas. En vertu des lois de la plupart des États, une telle situation devrait être abordée comme une enquête criminelle, ce qui confère la responsabilité principale aux forces de l'ordre. Mal équipées pour assumer l'éventail des responsabilités qui découleraient d'un acte d'agroterrorisme, les services de police locaux seraient taxés à la limite.

Selon les études, la priorité première des services de police à l'issue d'une attaque agroterroriste serait l'établissement et le maintien d'un rayon de quarantaine de 10 km (6 milles) autour du point d'origine afin de contrôler la propagation du virus. La deuxième priorité serait d'exécuter l'ordonnance d'arrêt des déplacements en érigeant des barrages routiers à la grandeur de l'État. Une initiative de cette envergure – l'obligation d'arrêter et d'inspecter tout véhicule qui entre ou sort de l'État touché – exigerait une intervention coordonnée entre les autorités locales, d'État et fédérales.

Il faudrait aussi prélever des preuves, notamment des tissus des animaux infectés. Enfin, il faudrait lancer une enquête criminelle en bonne et due forme.

Comme les terroristes comptent sur un manque de préparation, les forces de l'ordre devraient élaborer sans délai un plan de prévention contre les attaques agroterroristes et se préparer à faire face à une interruption des services essentiels, au stress émotionnel et social, et aux enjeux de santé publique subséquents.

Sur le plan local, les forces de l'ordre ont le mandat de recueillir des renseignements, y compris de consulter les rapports fédéraux sur la menace du bioterrorisme. Les administrations locales sont par ailleurs le mieux placées pour réaliser une étude de vulnérabilité des fermes et parcs d'engraissement régionaux.

Une formation spécialisée à l'endroit des policiers s'impose également. On devrait prévoir une planification conjointe et des exercices opérationnels pour bien préparer les services de police à toute intervention. Il faut créer des partenariats entre les fermiers, les camionneurs, les propriétaires de parcs d'engraissement et d'autres membres clés de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Il faut également favoriser une relation de travail entre les enquêteurs criminels, les vétérinaires et les inspecteurs des services de protection des animaux et des végétaux.

Les attentats du 11 septembre ont modifié le paradigme de la protection des approvisionnements alimentaires du pays : les autorités doivent se concentrer sur les secteurs qui exigent des mesures de sécurité renforcées. Pour protéger les 2,1 millions de fermes du pays, le département de l'Agriculture, le département de la Sécurité intérieure et d'autres services de renseignements doivent collaborer avec les services de police locaux et d'État ainsi qu'avec l'industrie du bétail afin d'élaborer un plan national de prévention, d'intervention et de rétablissement en cas d'attaque agroterroriste. ■

C'et extrait d'une étude relative à l'élaboration de politiques est reproduit avec l'aimable autorisation du National Institute of Justice.

1. Voir l'étude *Economic Impact of a Foreign Animal Disease Outbreak Across the United States*, département américain de l'Agriculture, Washington (DC), 2004.

Lutte aux incendies

Une année d'activité intense pour la police de l'État de Victoria

Par Jessica Davison
Groupe de la coordination des interventions d'urgence
Police de l'État de Victoria (Australie)

L'État de Victoria, situé au sud-est de l'Australie, a connu l'une des saisons de feux de brousse les plus intenses et les plus étendues de son histoire, l'an dernier.

Déclenchés par d'intenses foudroiements, les incendies de 2006-2007 ont atteint le nombre de 83 dans l'État de Victoria; les autorités ont lutté durant 10 semaines contre les feux qui ont ravagé 1,48 million d'hectares, détruit plus de 51 domiciles et entraîné la perte de 1536 têtes de bétail.

La campagne d'intervention a mobilisé les équipes de la police de l'État ainsi que des organismes de lutte contre les incendies locaux, de l'État, d'autres États et de l'étranger, de même que des organismes de l'État qui ont participé aux volets d'intervention et de rétablissement.

La police de l'État de Victoria regroupe plus de 13 600 employés, dont des agents de police, des fonctionnaires et des agents de sûreté. Ces effectifs servent une population rurale et métropolitaine de plus de 5 millions. Ils sont répartis en 339 postes et autres installations; nombre de postes ruraux isolés relèvent d'un seul agent. Outre les services généraux et la police de la circulation, les membres de la police de l'État assument un soutien spécialisé dans de nombreux secteurs, dont la gestion des urgences.

Le Groupe de la coordination des interventions d'urgence de l'État (State Emergency Response Coordination Unit ou SERCU) assure la liaison interne et externe, la planification et la coordination des ressources policières pour la plupart des interventions de police et d'urgence. Le bureau offre aussi des cours et participe à la tenue d'exercices de formation multi-organismes aux interventions d'urgence. Le responsable du SERCU est l'agent de l'État aux interventions d'urgence, qui représente le coordonnateur de l'État des interventions d'urgence dans toutes les initiatives de gestion d'urgence, dont la prévention, les interventions et le rétablissement aux niveaux local, divisionnaire, fédéral et de l'État.

Une démarche multi-organismes

Le cadre de la gestion des urgences est axé sur un partenariat entre les gouvernements local, de l'État et du Commonwealth, les autorités compétentes et les organismes bénévoles, pour une intervention tous risques; les organismes favorisent une démarche consultative dans tous les secteurs : prévention, état de préparation, intervention et rétablissement.

Le Service d'intervention d'urgence de l'État de Victoria (Victorian State Emergency Service), le Conseil des services d'urgence et d'incendie métropolitains (Metropolitan Fire and Emergency Services Board) et les Services ruraux de protection contre l'incendie (Country Fire Authority) sont les organismes désignés de lutte contre les incendies et les inondations et servent donc d'entités de contrôle dans de tels incidents.

La police de l'État de Victoria est responsable de coordonner les interventions dans toutes les situations d'urgence, à l'exception des incidents aériens et maritimes militaires et, dans certains cas, des incidents de l'aviation civile.

Les feux de brousse

En décembre 2006, l'État éprouvait une sécheresse aiguë, et ce, depuis plus de 10 ans dans certains secteurs. Les niveaux de captage des eaux étaient remarquablement bas, la terre était desséchée et les fermes subissaient l'impact économique de la sécheresse.

À la fin du printemps et au début de l'été 2006 (de septembre à décembre), l'État a connu des conditions climatiques extrêmes, notamment des chutes de neige le 15 novembre, suivies de températures caniculaires de plus de 40 degrés Celsius dans le Nord-Ouest seulement six jours plus tard.

Le 1er décembre, des foudroiements excessifs ont déclenché le premier d'une série de 83 incendies qui ont fait rage durant dix semaines. Les feux étaient d'une ampleur telle qu'il a fallu faire intervenir plus de 15 000 pompiers bénévoles et professionnels de services de l'État, d'autres États ainsi que du Canada, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis. On ne connaît pas encore le bilan des coûts pour la collectivité, l'environnement, l'industrie et le gouvernement.

Le rôle de la police

Tout au long des incendies, la police de l'État était chargée d'organiser et de gérer les ressources du Commonwealth, c'est-à-dire mettre sur pied les centres municipaux de coordination des interventions d'urgence (Municipal Emergency Coordination Centres ou MECC), gérer les communications

Les incendies de 2006-2007 ont atteint le nombre de 83 dans l'État de Victoria; les autorités ont lutté durant 10 semaines contre les feux qui ont ravagé 1,48 million d'hectares, détruit plus de 51 domiciles et entraîné la perte de 1536 têtes de bétail.

Ministère australien de l'environnement et du développement durable

dans les médias et établir des centres d'opérations policières (Police Operations Centres ou POC), évacuer les résidents, coordonner les avis publics en collaboration avec l'ABC (chaîne de radio et de télédiffusion nationale), procéder au repérage et à l'enregistrement des personnes évacuées ou disparues, fournir des conseils et des directives à la collectivité et gérer les accès routiers aux zones incendiées, notamment par la mise sur pied de points de gestion de la circulation.

La police de l'État est également chargée de diffuser des messages de prévention afin de sensibiliser les citoyens au risque des incendies et à la nécessité d'exercer leur jugement pour prendre les décisions nécessaires afin d'assurer leur survie et la sécurité de leur foyer.

En tant qu'intervenant de la police de l'État, le Groupe de la coordination des interventions d'urgence veille à ce que des agents de liaison soient en place dans tous les centres de communication des organismes gouvernementaux participant aux mesures d'intervention et de rétablissement. Le Centre de coordination des mesures d'urgence de l'État a été mobilisé pour veiller à assurer la coordination des ressources, l'acheminement efficace des communications entre les organismes et la diffusion des avis au public.

Les défis affrontés

Dans la séance de compte rendu tenue après les incendies, le 1er juin 2007, les divers organismes ont déterminé les défis et les leçons tirées, notamment la nécessité de mieux communiquer aux collectivités le sens des fermetures partielles et complètes des routes; d'assurer aux pompiers, aux policiers et aux bénévoles fatigués des périodes de repos et de coordonner les demandes de ressources par l'intermédiaire des MECC.

Par suite de cette analyse, on a entrepris de réviser les mesures législatives sur la gestion des urgences et d'améliorer la formation à cet égard.

Bilan

En fin de compte, la campagne s'est avérée une réussite; aucune perte de vie n'est à signaler. Tous les organismes ont très bien coopéré.

Grâce au travail assidu de nos services de lutte aux incendies, les principaux bassins de captage des eaux ont été protégés, et une nouvelle politique de remplacement des eaux, adoptée. Selon cette politique, dans l'éventualité d'un incendie, peu importe son origine, toute eau puisée des réserves domestiques pour le bétail ou des barrages d'irrigation, doit être remplacée. Ce qui signifie qu'un volume d'eau raisonnable et suffisant sera fourni pour assurer la santé des foyers, des animaux domestiques et du bétail touchés.

Une autre répercussion des incendies est la rupture de l'alimentation électrique provoquée par les feux à proximité des grandes lignes acheminant l'électricité des autres États. Cette rupture aurait pu priver d'électricité l'État et ses services essentiels durant une période indéterminée. Heureusement, les services d'urgence, les sociétés d'électricité et la police ont réagi rapidement à la panne, qui a été résolue tard dans la nuit.

Les préparatifs en vue de la saison des incendies de brousse de 2007-2008 vont bon train, notamment avec une séance d'information de la police de Victoria prévue pour octobre. On a tenu des rencontres avec le ministère de l'Éducation en vue de garantir que les écoles publiques et privées soient bien préparées.

En outre, les partenariats entre la police de l'État et nos services d'urgence et gouvernementaux s'intensifient.

Après les incendies, des inondations

Dès juin, les collectivités et l'environnement touchés par les incendies ont commencé graduellement à se rétablir, quoique la sécheresse continue et la terre demeure durcie et poussiéreuse.

Le 27 juin, le bureau de la météorologie a lancé un avertissement de crues éclair et de violents vents destructeurs dans le Sud-Est. Peu après, des pluies torrentielles se sont abattues sur la région.

La terre ravagée par le feu ne pouvait absorber les trombes soudaines et l'eau s'est écoulée vers les barrages et les rivières, lesquelles ont quitté leur lit pour inonder les villes, les habitations et les routes.

L'agent supérieur Jenkin Reed

Par suite d'une des pires saisons d'incendies de brousse de son histoire, l'État de Victoria a connu des inondations massives provoquées par des pluies torrentielles. La police a de nouveau activé ses centres municipaux de coordination des mesures d'urgence.

Des collectivités entières risquaient alors d'être coupées du reste du monde. On s'est attelé à ériger des sacs de sable pour protéger les maisons, mais en vain. Une fois les routes inondées, l'accès routier était compromis.

La police de l'État est intervenue rapidement en mobilisant des hélicoptères, des navires policiers et des embarcations privées tandis que l'armée assurait un soutien et des transports aériens aux membres de la collectivité. Les gens ont été hissés en lieu sûr à l'aide de treuils – bien que nombre des résidents aient refusé d'évacuer leur domicile – et des refuges d'urgence ont été aménagés.

Les membres de la police de l'État ont encore une fois activé les MECC en vue de coordonner l'affectation de ressources et de centraliser l'information dans l'État. Tous les organismes gouvernementaux de secours et de rétablissement sont demeurés en liaison étroite durant les inondations afin d'assurer une intervention multidisciplinaire efficace.

Dieu merci, aucune perte de vie n'a été signalée, quoique les pertes économiques et les dommages pourraient atteindre des dizaines de millions de dollars.

Tous les organismes ont coopéré avec professionnalisme et les leçons tirées de ces inondations seront abordées lors d'une séance de compte rendu collective. ■

Saviez-vous que...

Dopage, réseaux de paris, matchs truqués : les crimes de ce genre attirent souvent autant l'attention que les événements sportifs eux-mêmes. Et il n'y a pas que les athlètes de haut niveau qui sont touchés : les fans, les organismes de sport et les systèmes judiciaires aussi. Même les enfants. À l'approche des Jeux olympiques de 2008 à Beijing et de 2010 à Vancouver, voici un aperçu des crimes liés aux sports et leur incidence.

Le Comité international olympique soumettra 4 500 athlètes à un test antidopage durant les Jeux d'été de 2008 à Beijing. C'est là une augmentation de 90 % par comparaison avec les Jeux de 2000 à Sydney.

Plus de 80 % des stéroïdes illégaux proviennent du marché noir.

Selon une étude effectuée par la GRC en 1998 sur l'attitude des jeunes à l'égard du dopage dans le sport, un jeune sur cinq âgé entre 12 et 17 ans fait usage de substances dopantes pour améliorer sa performance athlétique.

En 2005, plusieurs employés du Bay Area Laboratory Cooperative (BALCO) en Californie ont été accusés de participer à la production de drogues indétectables visant à augmenter la performance et à leur distribution à des athlètes, dont les sprinters champions du monde Kelli White et Dwain Chambers.

La plupart des athlètes obtiennent un résultat positif au test antidopage parce qu'ils cessent trop tard avant la compétition d'utiliser les drogues interdites, qui n'ont pas le temps d'être éliminées du corps.

En novembre 2005, un arbitre de soccer allemand a écopé d'une peine d'emprisonnement de 29 mois pour avoir truqué le score de plusieurs matchs, dont un match de la Coupe d'Allemagne, afin de soutenir un réseau de paris.

La campagne menée par le gouvernement vietnamien contre les paris et la corruption dans le domaine du soccer a permis de démanteler 348 réseaux de paris et de saisir plus de 219 000 $US durant la saison de soccer 2005-2006 au Vietnam.

De plus en plus de personnes parient sur le Super Bowl plus que tout autre événement sportif. Au Nevada, les Américains ont parié plus de 93 M$ US sur le Super Bowl de 2007, ce qui représente près de 40 % des 2,4 milliards de dollars pariés sur tous les événements sportifs en 2006.

Selon un sondage mené par la Arizona Criminal Justice Commission en 2006 auprès de 47 438 élèves de 8e, 10e et 12e année, 25 % ont admis avoir parié sur des équipes sportives au moins une fois au cours du mois et 4,6 % ont admis avoir parié presque tous les jours.

Le trafic de billets est un marché très lucratif : selon une étude, les courtiers et les trafiqueurs ont récolté plus de 80 M$ US en billets vendus pour des événements sportifs et de divertissement en 2000.

Au championnat d'Europe de 2000, 137 personnes ont été arrêtées et 21 personnes ont été blessées à cause d'émeutes durant un match de soccer tendu opposant l'Angleterre à l'Allemagne. Des fans déchaînés ont endommagé des voitures, fracassé des fenêtres, vandalisé des bars et frappé des passants.

Selon la police de Vancouver, une victoire des Canucks de Vancouver aux éliminatoires de la coupe Stanley de 2007 entraînerait des coûts additionnels de plus de 2,1 M$ pour le maintien de l'ordre dans les rues du centre-ville.

Le Home Office du Royaume-Uni a affecté 600 millions de livres sterling au maintien de l'ordre pour les Jeux olympiques de 2012 à Londres.

SOURCES: *Olympic Movement* : **www.olympic.org**; *Gendarmerie royale du Canada* : **www.rcmp.gc.ca**; *BBC News* : **http://news.bbc.co.uk**; *The New York Times* : **http://www.nytimes.com**; *Viet Nam News* : **http://vietnamnews.vnagency.com.vn**; *American Gaming Association, 2007 Survey of Casino Entertainment* : **www.americangaming.org**; *Arizona Criminal Justice Commission, 2006 Arizona Youth Survey* : **http://azcjc.gov**; *The SMART Journal* : **www.thesmartjournal.com**; *CBC News* : **www.cbc.ca**

Réduire la criminalité dans le Nord

Par Marie Cameron
Détachement de Yellowknife
(T.N.-O.)

Afin de réduire la criminalité au centre-ville, le Détachement de Yellowknife de la GRC, avec ses partenaires, a lancé en novembre 2006 une initiative appelée la Stratégie de réduction de la criminalité. Suivant des modèles conçus au R.-U., en Nouvelle-Zélande et en Colombie-Britannique, la Stratégie de réduction de la criminalité permet au Détachement de travailler avec les ressources de l'appareil de justice pénale et des organismes du secteur privé pour réduire le taux de criminalité.

La stratégie mise sur des techniques probatoires, des partenaires externes et la responsabilité à l'égard des résultats pour infléchir le taux de criminalité et réduire la peur dans la population.

L'équipe mixte de gestion du Détachement a appliqué le modèle de la réduction de la criminalité aux situations qu'elle connaît. Elle a d'abord répondu à la question : « Quels sont nos principaux problèmes au quotidien? » Or, le Détachement est aux prises avec des individus qui commettent à répétition des crimes de nuisance qui ne donnent lieu ni à des accusations, ni à des enquêtes. On garde le délinquant en détention et, au matin, sobre, il est libéré sans accusation. Certains individus font jusqu'à une centaine de récidives par année. Le Détachement souhaitait donc faire en sorte de traduire en justice ces récidivistes pour qu'ils aient accès à des ressources spécialisées.

Récidivistes

Les membres du Détachement de Yellowknife ont identifié neuf individus récidivistes de la nuisance publique dont on pouvait espérer la réadaptation. Dans la dénonciation sur chacun, on trouvait le nombre de fois qu'un policier avait eu maille à partir avec lui au cours de la dernière année. Le policier qui devait procéder à l'arrestation pouvait donc invoquer cette dénonciation pour arrêter le délinquant et porter contre lui une accusation qui serait retenue par la cour. Une fois l'individu accusé et condamné, il pouvait bénéficier des ressources nécessaires.

On attribue le succès du programme à la participation et à la coopération de plusieurs ressources de l'appareil de justice pénale. Avec l'Armée du Salut, Justice Canada, le Service des poursuites pénales du Canada (SPPC), les services sociaux et de santé de Yellowknife, le service correctionnel, les libérations conditionnelles et le ministère de la Justice des T.N.-O., des travailleurs en santé mentale et le secteur privé, le Détachement de Yellowknife de la GRC a favorisé la coordination pour mettre à la disposition des délinquants les ressources dont ils ont besoin pour régler leurs problèmes sous-jacents.

À des fins de constance, le SPPC a désigné un procureur pour traiter l'ensemble de ces dossiers. Citant la jurisprudence de la Cour d'appel de l'Alberta, le procureur a fait valoir que bien qu'il s'agissait de crimes de nuisance, la Cour en avait reconnu la gravité et était prête à imposer une peine d'emprisonnement. La Cour territoriale s'est montrée ouverte et a imposé les peines suggérées par le procureur.

Résultats mesurables

L'initiative a connu du succès grâce, surtout, aux efforts des membres du Détachement de Yellowknife. Ils se sont employés à constituer un dossier de dénonciation qui illustrait clairement qu'un crime avait été commis. Les efforts ont donné des résultats mesurables et remarquables, à savoir une réduction du taux de plaintes reçues au Détachement. De mois en mois, on a enregistré une diminution des plaintes de 9,57 pour cent en janvier, de 4 pour cent en février et de 12 pour cent en mars 2007. L'insp. Roch Fortin, qui a dirigé le projet à Yellowknife, estime que le programme a entraîné une réduction de centaines d'heures-policiers.

Depuis l'identification des neuf premiers individus, quatre autres délinquants ont été admis au programme. Ces quatre condamnés avaient suscité plus de 370 appels d'aide à la police au cours de la dernière année. Ils ont été condamnés et punis pour 12 accusations en tout. Deux autres délinquants ont aussi été identifiés et font l'objet de poursuites devant les tribunaux.

Le programme a été bien accueilli. Si bien que des membres de la famille et même l'accusé parfois ont remercié les autorités pour leur intervention et pour le nouveau départ qui leur est offert.

Les efforts et le dévouement de l'équipe du projet pilote de la C.-B. ont servi de tremplin au programme de Yellowknife. Il a suffi d'adapter légèrement l'initiative d'origine pour tenir compte des réalités policières du Nord – ce qui a fait ressortir l'adaptabilité de la Stratégie de réduction de la criminalité. Qu'elle soit mise en oeuvre dans un détachement de 2 membres ou de 200 membres, la stratégie repose sur l'identification des problèmes et sur la coordination des ressources disponibles. ■

SERMON, CONTRAVENTION OU ÉTIQUETTE MORTUAIRE?

Les animaux sauvages méritent toute notre attention

Par Roy V. Rea
Gestion et science des écosystèmes
Université Northern British Columbia

Il y a une vingtaine d'années, alors que j'étais un jeune conducteur impressionnable, un agent de la patrouille routière de la Californie me fit signe de m'arrêter. Je sortis de ma Olds Cutlass 71 pour aller rejoindre le policier à l'arrière de la voiture, comme me l'avait appris mon père. L'agent m'accueillit en brandissant un vieux carnet de contraventions : «Contravention ou sermon?», lança-t-il comme si c'était sa manière habituelle de saluer. Le temps s'arrêta un moment. «Pardon?», dis-je. «Veux-tu une contravention ou un sermon, fiston?», répéta-t-il, mi-ennuyé mais pas surpris. «Un sermon, Monsieur», répliquais-je rapidement pour me rattraper.

Le sermon de l'agent ce jour-là fut long, mais coûta moins cher qu'une contravention. Il m'ouvrit surtout les yeux sur l'empreinte qu'un policier expérimenté, conscient des dangers d'une conduite dangereuse, peut laisser sur un jeune esprit. Je n'ai plus jamais grillé un panneau d'arrêt depuis.

Bien que la stratégie de cet agent soit sans doute peu commune dans les patrouilles routières, le chercheur que je suis croit qu'il y aurait un réel intérêt à sermonner les automobilistes pour atténuer les collisions entre véhicules et animaux sauvages.

En tant que chercheur et éducateur s'intéressant aux interactions entre la faune et les automobilistes, j'ai pu constater que les leçons à l'école, les annonces publiques, les brochures, etc. contribuent à sensibiliser les usagers de la route sur les dangers de tomber sur un orignal ou autres gros gibiers sur les routes sombres du Canada ou d'ailleurs. Cependant, un policier armé de données, d'un carnet de contraventions, d'anecdotes et de photos prises sur des lieux d'accidents impliquant des animaux, serait probablement encore plus convaincant.

Chaque heure au Canada, quatre à huit gros animaux sont heurtés par un véhicule, ce qui pourrait porter le nombre d'animaux tués chaque année à plus de 70 000.

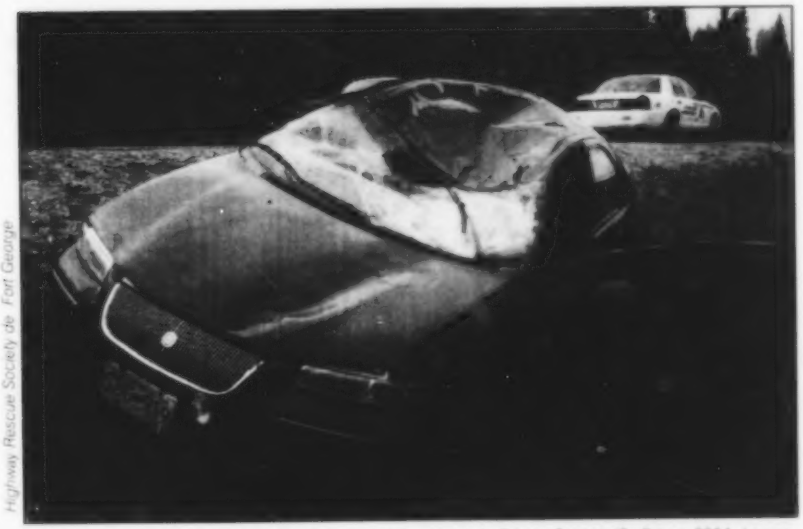
Roy V. Rea

De précieuses statistiques

Venant tout juste de contribuer à une analyse exhaustive de 77 000 accidents impliquant des collisions véhicules-animaux sauvages survenus entre 1996 et 2005 dans le nord de la Colombie-Britannique, la GRC dans notre secteur dispose maintenant d'une série de statistiques indiquant les lieux et les moments où les automobilistes sont le plus susceptibles de heurter des animaux. Une précieuse information que les services de police pourront utiliser pour prédire les collisions et sensibiliser les automobilistes aux risques connexes.

Comme les policiers dans le nord de la C.-B., les agents de la patrouille routière ailleurs au pays devraient demander — ou plutôt exiger — l'accès aux statistiques concernant les collisions impliquant un animal sauvage sur leur territoire. Mieux vaut des statistiques provinciales que rien du tout, mais celles propres à une région ou une communauté particulière sur le type d'animaux heurtés, la période de l'année et l'heure de la journée, sont encore meilleures. En effet, les caractéristiques des collisions impliquant des chevreuils sur l'île de Vancouver diffèrent de celles impliquant des orignaux à Prince-George ou des bisons dans le comté de Peace-River.

Armés de ces données, les policiers devraient obtenir des photos, saisissantes mais inoffensives, de ce qu'une collision avec un gros animal peut produire sur une mini-fourgonnette. Je recommande aussi aux policiers de recueillir des anecdotes



Highway Rescue Society de Fort George

Les passagers de ce véhicule ont heurté un orignal au nord de Prince-George (C.-B.) en 2004. Le conducteur a subi plusieurs blessures au cou et reçoit toujours des soins médicaux trois ans après. Le passager a été légèrement blessé et s'est complètement rétabli.

auprès de collègues qui se sont rendus sur les lieux d'accidents. Comme les images, certains récits ont le don de laisser des traces indélébiles dans notre cerveau.

Ensuite, particulièrement au plus fort de la période de collision avec des animaux, les policiers devraient rapidement inspecter les véhicules qu'ils contrôlent et verbaliser les conducteurs pour toute anomalie qui pourrait les empêcher de repérer un animal et donc accroître le risque de collision : pare-brise sale, phares dysfonctionnels ou encore conduite sans lentilles correctrices.

Lorsqu'on lui explique qu'un pare-brise fêlé nuit à la visibilité en plus de réduire sa capacité à résister à un impact, l'automobiliste souffre moins d'être verbalisé. Convaincre les automobilistes de respecter la vitesse recommandée la nuit (période où la plupart des animaux sont heurtés) et de ralentir, accroît les chances du conducteur d'être en mesure de freiner à temps pour éviter l'animal ou tout autre obstacle qui se trouverait en travers de la route.

En bref, si les sermons ou les contraventions peuvent impressionner suffisamment les conducteurs pour les amener à modifier, un tant soit peu, leur façon de voir la route et les dangers que recèle l'obscurité, ces derniers gagneraient au change. Il vaut mieux un porte-monnaie plus léger qu'une étiquette mortuaire à l'orteil. Qui sait, ce type de sermons pourrait même amener certains conducteurs à modifier l'image qu'ils ont des «flics» et leur témoigner plus de gratitude pour avoir pris la peine de leur donner de l'information susceptible de leur sauver la vie (comme l'un d'eux l'a fait avec moi il y a une vingtaine d'années de cela).

Enfin, lorsque c'est possible, les policiers pourraient aider à mettre sur pied des bases de données locales, utiles pour déterminer le risque, en consignant quatre éléments d'information simples relevés sur les lieux de l'accident : la date et l'heure (deux éléments qui sont sans doute toujours inscrits dans les rapports d'accident) ainsi que le type d'animal en cause et l'endroit exact de la collision. Ces deux derniers éléments devraient permettre aux chercheurs de déterminer avec plus de précision les habitudes de déplacement de certains animaux à proximité des routes et les utiliser dans la planification des mesures de sécurité routière.

Cette information, combinée aux recommandations des policiers de terrain qui interviennent sur les lieux des collisions, est précieuse et pourrait servir aux autorités à atténuer les risques et contribuer à sauver des vies humaines et animales. ■

Conseils pour une conduite prudente

Conduire le jour

Dans la mesure du possible, évitez de conduire la nuit. La plupart des collisions avec de gros animaux se produisent la nuit, période où ils sont le plus actifs et difficilement visibles.

Ralentir

Les conducteurs devraient prévoir un temps de réaction en résistant à l'envie d'accélérer sur les longues routes droites, où se produisent plus souvent qu'on ne le croit des collisions. En conduisant à 70 km/h avec des phares ordinaires, vous n'aurez pas assez de temps pour éviter quelque obstacle sur votre chemin — qu'il s'agisse d'un orignal ou d'un arbre mort.

Les animaux diffèrent des humains

Ça peut sembler élémentaire, mais c'est essentiel de s'en rappeler lorsqu'on conduit. Les animaux ne savent pas qu'un véhicule représente un danger ou que le klaxon vise à les mettre en garde. Ils sont souvent attirés vers la route ou le bord du chemin à la recherche de nourriture et ne pensent pas nécessairement aux dangers qui s'y cachent.

Les sifflets à chevreuil ne sont pas efficaces

Ils ne sont pas assez puissants pour être audibles et ne sont pas à la bonne fréquence.

Braquer le volant est très dangereux

Il est bon de rappeler que dans la plupart des cas, il vaut mieux freiner que de braquer le volant pour éviter un animal.

Par Gayle Hesse, Wildlife Collision Prevention Program

Pour plus d'information sur la prévention des accidents, visiter

www.wildlifecollisions.ca

Information connexe :

www.gnb.ca/0113/moose/alert-f.asp

Le cycle du renseignement

L'importance de la rétroaction du client à l'analyste

Par les gend. Kelly Ross et Dale Duchesne

Un renseignement est un renseignement, qu'il soit produit à l'intérieur même d'un service de police ou qu'il provienne d'un service extérieur, d'un tuyau, d'une source, d'Échec au crime ou d'ailleurs. Toutefois, s'ils sont produits à l'interne, et plus encore en l'absence de sollicitation, il n'y a aucun cadre en place pour les évaluer. Pourtant, si le service de police veut continuer d'asseoir son action sur le renseignement, il est essentiel que la rétroaction soit bouclée entre le client et l'analyste.

Habituellement, le produit de renseignements stratégiques ou tactiques découle d'une demande du client. Le client confie à l'analyste ou au spécialiste du renseignement le mandat de trouver des réponses à ses questions à l'aide du cycle du renseignement. Certains groupes ont un mandat limité strictement à la production de renseignements, et d'autres, des fonctions semblables à celles de l'agent de renseignement, qui tiennent à la fois de l'exécution des lois et du renseignement.

On transmet aussi à l'occasion des renseignements non sollicités destinés à être versés aux porte-feuilles stratégiques. Leurs destinataires sont des groupes chargés d'enquêter, soit ceux qui pourraient traduire les renseignements en un projet ou une enquête.

Le cycle du renseignement

Les analystes qui produisent des renseignements, sollicités (mandatés par le client) ou non, déplorent le fait qu'ils ne savent pas ce qu'il advient des renseignements. De manière générale, il n'existe aucune méthode pour faire le suivi des renseignements non sollicités, pour en déterminer la valeur ni pour savoir s'ils sont utilisés ou non. La rétroaction fait pourtant partie des cinq étapes du cycle du renseignement, mais il n'y a aucun outil de rétroaction, formel ou non, qui permette à l'analyste de vérifier la qualité de chaque produit de renseignement.

Les renseignements non sollicités sont extrêmement importants, puisqu'ils peuvent mettre en lumière des menaces réelles ou potentielles qui ne sont pas encore connues. Bien que le renseignement serve habituellement à recueillir de l'information sur des menaces connues, de nature criminelle ou pour la sécurité nationale, il est essentiel de tenter de repérer les menaces nouvelles ou inconnues, aujourd'hui plus que jamais auparavant.

L'agent ou l'analyste de renseignements criminels peut mettre au jour de nouveaux sujets de préoccupation en produisant des renseignements non sollicités. Si ces derniers sont chargés comme il se doit mais que les utilisateurs ne s'en servent pas, la menace demeure la même : elle n'est pas explorée et les lacunes dans les renseignements ne sont pas comblées.

L'analyste voit habituellement pour la dernière fois son produit de renseignement lorsqu'il est envoyé aux utilisateurs. Il ne sait que peu de chose de ce qu'il devient par la suite. À moins d'attribuer un numéro de dossier au produit, l'analyste peut difficilement en déterminer la valeur et l'efficacité. Et encore, le numéro de dossier n'est utile pour suivre le produit de renseignement que si l'utilisateur crée un dossier à son tour et crée un lien entre les deux dossiers; l'auteur peut alors demander une réponse à l'utilisateur. C'est chose rare en matière de renseignements non sollicités.

Le groupe du renseignement ne peut qualifier et quantifier sa production qu'en vérifiant l'utilisation qu'en font les destinataires. En l'absence d'un mécanisme de rétroaction, le praticien ou l'analyste de renseignements a peu de moyens pour jauger la valeur des produits. Il y a aussi le risque que les renseignements soient perdus, non lus, inutilisés. Il faut surtout éviter le piège de la production de renseignements pour la forme : ne pas oublier que le renseignement ne sert à rien s'il ne se traduit pas en action.

Reste l'aspect de la péremption, lorsque le renseignement a plus de valeur s'il est utilisé dans un échéancier donné. S'il est important que l'analyste de renseignements sache si le produit a au moins

été utilisé, d'une manière ou d'une autre, ce l'est encore plus si les données sont périssables. L'analyste tient aussi à savoir ce qui a rendu le produit utile et où des améliorations peuvent être apportées. La rétroaction peut rendre l'analyste plus efficace.

Donner de la rétroaction

Pour obtenir de la rétroaction sur ses produits de renseignement, le groupe devrait envisager d'y annexer une formule de rétroaction qui, soit dit en passant, n'a pas à être très compliquée. En fait, la simplicité est de mise. Il suffit de poser au plus cinq questions ouvertes sur le produit; on invite l'utilisateur à y répondre et à retourner la formule à l'auteur. Les questions doivent éclairer comment les renseignements seront utilisés, et si tel n'est pas le cas, pourquoi, quelle est la valeur du produit et comment il aurait pu être plus utile.

Chaque fonction du renseignement peut adapter le format et les questions à ses besoins de rétroaction. L'utilisateur n'aura besoin que de quelques minutes pour remplir et retourner la formule de rétroaction, ce qui peut même se faire électroniquement. Lorsque les renseignements sont transmis verbalement, l'analyse peut, a posteriori, les mettre par écrit, puis transmettre le document accompagné de la formule de rétroaction, afin que l'utilisateur la remplisse et la lui retourne.

La valeur intangible de cette rétroaction est que l'analyste de renseignements est éclairé, en bien ou en mal, sur le produit qu'il a créé. En outre, elle procure à l'analyste et à l'utilisateur le sentiment de propriété du document et d'une partie des résultats.

La rétroaction éclaire aussi le praticien du renseignement sur la valeur et la qualité de son produit, telles qu'elles sont perçues par les autres. En définitive, on obtient des renseignements précieux et utiles, et avec le temps, les produits et les praticiens du renseignement gagnent en efficacité. Le grand défenseur de la rétroaction est David Maister, qui a observé que la mise en oeuvre d'un système de rétroaction a toujours entraîné une amélioration des capacités des analystes.

Le gestionnaire d'un groupe du renseignement peut aussi consulter la rétroaction pour juger de la valeur des produits de son groupe, pour l'aider à évaluer sa productivité, pour déterminer qui sont ses principaux clients et qui pourrait le devenir, et à des fins stratégiques, pour mettre au jour des menaces et des tendances criminelles ou terroristes imprévues. La rétroaction peut aussi aider à soutenir les ressources actuelles ou à en demander de nouvelles.

Pour le gestionnaire, un mécanisme de rétroaction peut faciliter une évaluation plus juste de la qualité des produits du renseignement. Selon l'auteur McDowell, ceux qui mesurent et évaluent le succès et l'utilité du renseignement cherchent davantage à trouver le lien direct entre le produit du renseignement et les réussites ultérieures des enquêteurs.

La rétroaction fait partie intégrante du cycle du renseignement et elle ne sert pas qu'à examiner les résultats stratégiques des initiatives policières. Elle est essentielle à la bonne santé du programme de renseignement, à tous les niveaux. Une formule de rétroaction n'est qu'une des façons d'intégrer la théorie du renseignement dans la pratique policière. Quelle que soit la forme qu'elle prend, la rétroaction est très bénéfique au praticien du renseignement, au client et au gestionnaire. ■

Références

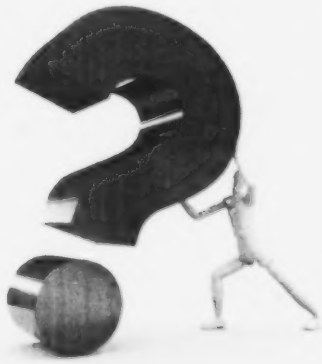
MAISTER, David H. Managing the Professional Service Firm, New York, Free Press Paperbacks, a division of Simon & Schuster Inc., 1993.

MCDOWELL, D. « Quo Vadis Strategic Intelligence? Overview of the implementation and impact of strategic intelligence », Strategic Intelligence & Analysis Selected Writings 2000, The Intelligence Study Center, Pambula, 1999, p. 8-18.

Formule de rétroaction

Il suffit de cinq questions et de l'envoi à l'auteur des réponses de l'utilisateur :

1. Indiquez le numéro de votre dossier qui correspond au présent rapport de renseignement.
2. Ces renseignements ont-ils été demandés par votre groupe?
3. Quelles mesures votre groupe prévoit-il prendre en rapport avec les renseignements communiqués ici, ou pour quelle raison n'y aura-t-il pas de suite?
4. Quelle autre information pourrait être incluse et qui serait utile à votre groupe? (photos, sources, plus de détails) Soyez aussi précis que possible.
5. En quoi le présent rapport pourrait vous être d'une plus grande utilité?



Dernières recherches dans le domaine d'application de la loi

Voici les résumés de récentes recherches dans les domaines de la justice et de l'application de la loi. Pour consulter l'intégralité des rapports, cliquez sur le lien à la fin de chaque résumé.

Leçons tirées du 9/11 : identification des victimes de catastrophes par l'analyse génétique

Par le National Institute of Justice (États-Unis)

Le 11 septembre 2001, 2792 personnes ont péri dans des attaques terroristes contre le World Trade Center (WTC) à New York. Étant donné le nombre de victimes, l'état des corps, et la durée prolongée des recherches, jamais travail d'identification n'avait été aussi difficile pour la communauté médicolégale de ce pays (États-Unis).

Face à ce constat, le National Institute of Justice, l'organe de recherche, de développement et d'évaluation du département américain de la Justice, a constitué un groupe d'experts chargé de prodiguer des conseils et du soutien durant l'effort d'identification. Baptisé Kinship and Data Analysis Panel (KADAP), le groupe a formulé des recommandations concernant de nouveaux outils, politiques, procédures et technologies judiciaires visant à identifier les victimes du WTC.

Ce rapport décrit les « leçons apprises » par le KADAP, particulièrement en ce qui a trait aux protocoles d'ADN, aux techniques de laboratoire et aux approches statistiques, dans l'identification génétique des victimes du WTC. Si le plan de catastrophe de la ville de New York en ce jour du 11 septembre tenait compte des leçons du précédent attentat contre le WTC en 1993, il ne contenait pas de politiques ou de procédures sur l'identification des victimes de catastrophes par l'analyse génétique. Si elles avaient existé, on aurait pu résoudre plus rapidement bon nombre des problèmes qui se sont posés au lendemain des attaques de 2001.

L'analyse génétique est la norme d'excellence en matière d'identification des restes humains lors de catastrophes.

Ce rapport traite de l'intégration de l'identification génétique aux plans de catastrophe, notamment sur la manière d'établir des politiques et procédures de laboratoire : créer des documents de prélèvement d'échantillons; évaluer l'ampleur de l'effort d'identification; déterminer et acquérir les ressources nécessaires; identifier les échantillons de référence et de filiation génétique; créer un plan exhaustif de gestion du laboratoire, incluant l'assurance de la qualité et la gestion de la technologie; et établir des liens de communication entre les organismes, les ministères, les familles des victimes et les médias.

L'analyse génétique est la norme d'excellence en matière d'identification des restes humains lors de catastrophes. En l'absence de caractéristiques physiques et anthropologiques traditionnelles, le typage génétique à des fins médicolégales permet d'identifier n'importe quel échantillon biologique et d'associer des restes humains, à condition que les échantillons fournissent suffisamment d'ADN. Et cela même si les restes sont fragmentés et que l'ADN est détérioré.

Comme nombre d'éléments décrits dans ce rapport sur le typage génétique de restes humains lors de catastrophes sont identiques à ceux qui concernent les cas de personnes disparues, on pourrait opérer une coordination et investir dans les efforts d'identification des personnes disparues. On disposerait ainsi d'une infrastructure pour le processus d'identification en cas de catastrophe et il n'y aurait plus qu'à régler le problème de la capacité si une catastrophe survenait.

On peut consulter l'intégralité du rapport à ***http://massfatality.dna.gov/***

Orientation future de la criminalité technolohabilitée

Par Kim-Kwang Raymond Choo, Russell G. Smith et Rob McCusker

L'avenir de la criminalité technohabilitée dépend, plus largement, de l'environnement numérique, qui est lui-même de plus en plus sujet à la détérioration, l'infiltration et l'activité criminelle subséquente. Bien qu'on ne puisse pas déterminer avec précision les caractéristiques futures de la criminalité technolohabilitée, on peut toujours évaluer l'orientation probable que les risques connexes prendront à l'avenir et les cibles qui sont le plus susceptibles d'être touchées.

Il est probable que l'incidence de la criminalité technohabilitée continuera de croître au cours des deux prochaines années.

Ce rapport s'intéresse à l'environnement dans lequel les Australiens utiliseront les technologies d'information et de communication (TIC) à l'avenir et les occasions de commettre des illégalités et des infractions à la réglementation qui en découleront. Citant les futurs domaines à risque, le rapport insiste particulièrement sur les répercussions qu'ils auront sur le milieu d'application de la loi, le besoin de ressources additionnelles, de réformes législatives, d'ententes de coopération entre les entreprises publiques et privées australiennes et étrangères, et de ressources visant à informer et à sensibiliser le public afin de

réduire le risque de préjudice étendu à la communauté.

Les progrès technologiques apportent leurs lots de risques. Certains peuvent avoir une incidence nationale, comme lorsque des systèmes informatiques qui contrôlent et régissent l'infrastructure critique sont compromis. D'autres touchent de plus près les particuliers, comme lorsque des fonds ou des renseignements personnels sont dérobés. L'acquisition et l'utilisation abusive de tels renseignements constitueront probablement le fond de la menace future en ce qui a trait à la criminalité technohabilitée.

Les ordinateurs et réseaux informatiques continueront d'être à la fois l'objet d'attaques et le moyen de communication utilisé par les terroristes et autres criminels pour préparer et exécuter leurs plans destructeurs. Comme de nombreux réseaux informatiques transcendent les frontières internationales, les pays devront impérativement se doter de règles juridiques de fond et de procédures adéquates, et coopérer efficacement afin d'enquêter, de prévenir et de réprimer les activités terroristes et criminelles perpétrées à l'aide d'ordinateurs et de réseaux.

L'adoption rapide des TIC et leur convergence avec Internet posent de nouveaux défis à la formulation de stratégies préventives et répressives. Et il est probable que l'incidence de la criminalité technohabilitée continuera de croître au cours des deux prochaines années, avec une prédominance des attaques organisées et à grande échelle.

À mesure que les incidents signalés par les entreprises et les particuliers augmenteront, la capacité de la communauté d'application de la loi à intervenir promptement diminuera, à moins que des ressources additionnelles soient mises à sa disposition.

La capacité future à contrôler la criminalité technohabilitée repose sur la conclusion de partenariats entre les divers acteurs, dont l'industrie, le milieu universitaire, le gouvernement et la communauté d'application de la loi.

On peut consulter l'intégralité du rapport à ***http://www.aic.gov.au/publications/rpp/78/***

Habilitation au préjudices : le projet Greenlight et les conséquences possibles des programmes correctionnels

Par James A. Wilson, Ph.D.

L'échec perçu de la prison comme moyen de dissuasion des comportements criminels — comme le montrent les taux élevés de récidive et les coûts importants qu'engendre le nombre croissant d'ex-prisonniers qui échouent dans leur réinsertion — a ravivé l'intérêt pour les approches prometteuses en matière de réhabilitation. Rien n'a alimenté ce regain d'intérêt comme les récentes discussions sur le projet Greenlight.

Le projet Greenlight était un court programme de réinsertion sociale pour prisonniers. Cogéré par le département des services correctionnels et la division des libérations conditionnelles de l'État de New York, il était administré par des concepteurs de programmes du Vera Institute of Justice.

Le projet Greenlight tablait sur les services susceptibles d'améliorer certains aspects de la qualité de vie transitoire et, par conséquence, d'affecter le comportement criminel subséquent. Les concepteurs croyaient, par exemple, qu'en aidant les libérés conditionnels à trouver un logement stable, on réduirait leur comportement criminel. Un conseiller en emploi était là également pour les aider à améliorer leurs techniques d'entrevue et à entrer en contact avec des employeurs potentiels afin de se trouver un meilleur emploi, plus rapidement et pour une plus longue période.

Dans l'étude sur le projet Greenlight, on a divisé 735 prisonniers en trois groupes qu'on a suivis pendant au moins une année après leur libération : un groupe expérimental de 344 prisonniers, qui a bénéficié du programme Greenlight; un groupe témoin (appelé le groupe UPS), constitué de 113 prisonniers libérés des prisons de l'État de New York sans avoir bénéficié d'aucun service prélibératoire; et un deuxième groupe témoin de 278 prisonniers qui avaient participé au programme de transition (le groupe PT) déjà offert par l'établissement.

L'évaluation a permis de constater que le programme Greenlight n'avait aucun effet sur les aspects sur lesquels il était censé influer — le logement, l'emploi et la libération conditionnelle.

Plusieurs conclusions étaient à l'opposé des attentes. Le plus étonnant était de voir que les participants au projet Greenlight affichaient des résultats bien plus mauvais que ceux des groupes témoins (UPS et PT). L'évaluation a permis de constater que le programme Greenlight n'avait aucun effet sur les aspects sur lesquels il était censé influer — le logement, l'emploi et la libération conditionnelle — et qu'un an plus tard, les participants affichaient un taux de réarrestation et de révocation de la liberté conditionnelle supérieur aux deux groupes témoins. De plus, bien que les participants avaient une meilleure connaissance des conditions de leur libération, faisaient preuve d'une meilleure attitude à cet égard, bénéficiaient davantage de services recommandés, et avaient plus de contacts avec les prestataires de services après leur libération, rien de cela ne s'est traduit par de meilleurs résultats.

Le projet Greenlight était pourtant jugé positif par plus d'un : les concepteurs et le personnel du programme, les participants, les agents de correction, les décideurs et les porte-parole de la communauté. Il faut souligner que sans cette évaluation, le programme serait considéré comme une réussite absolue, sur la seule foi de la perception des personnes qui y ont participé d'une façon ou d'une autre. Quoi de mieux pour illustrer l'utilité des évaluations de programme?

On peut consulter l'intégralité du rapport à ***http://www.ojp.usdoj.gov/nij/journals/257/habilitation-or-harm.html***

Les yeux tournés vers la sécurité aéroportuaire

Par Karen Sinclair,
Administration de l'aéroport international de Halifax

La prochaine fois que vous passez par l'aéroport international Stanfield de Halifax, ne vous inquiétez pas si l'on vous surveille de plus près que d'habitude. Ce n'est rien de personnel.

Il y a un peu plus d'un an, l'Administration de l'aéroport international de Halifax (AAIH) a lancé le programme iWatch, pour sensibiliser davantage la communauté aéroportuaire aux menaces à la sécurité et l'inviter à signaler toute activité suspecte. C'est le premier programme de sécurité aéroportuaire complet de ce type au Canada.

La sécurité aéroportuaire a toujours figuré parmi les priorités de l'aéroport international Stanfield de Halifax et des autres aéroports canadiens, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001. Selon l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA), plus de 738 000 objets prohibés, dont des couteaux, des armes à feu et du brouillard de poivre, ont été interceptés aux points de contrôle pré-embarquement des principaux aéroports canadiens en 2005. Et 2 147 incidents critiques, comme la découverte d'une arme prohibée ou d'un explosif, ont été constatés aux points de contrôle des aéroports pendant cette période.

L'ACSTA précise que ses contrôles de pré-embarquement dans les aérogares permettent régulièrement de réduire ces incidents. Les plus vastes efforts de sécurité aéroportuaire représentent toutefois un tout autre défi, puisque des actes terroristes ou criminels peuvent être perpétrés un peu partout près de l'aéroport, de la clôture périphérique au parc de stationnement.

« Les aéroports ne sont pas que des pistes et des aérogares. Ce sont aussi des centres commerciaux achalandés, précise Joyce Carter, présidente et chef des opérations intérimaire de l'AAIH. Et cela signifie que nous devons être vigilants en tout lieu pouvant être menacé. Nous pensons qu'un programme axé sur la communauté comme iWatch peut étendre la sécurité des aéroports et la rendre plus efficace. Lorsque des agences de sécurité collaborent avec les entreprises et les particuliers dans le secteur, cela forme un puissant réseau d'alliés. »

Ce réseau est essentiel, puisqu'il permet aux services de police et de sécurité, dont la GRC, l'ACSTA et le Corps des commissionnaires, de dépister les activités suspectes. C'est cette démarche globale qui donne à iWatch son aspect communautaire distinct. En fait, l'AAIH a consulté divers particuliers et entreprises de la communauté, des bagagistes aux pilotes en passant par le personnel de l'entretien au sol, pour mettre en oeuvre cette campagne. Le message était clair : tout le monde était préoccupé par la sécurité aéroportuaire et voulait y participer.

Références photographiques : Reproduction autorisée par l'Administration de l'aéroport international de Halifax

Le programme iWatch mobilise les employés de l'aéroport et leur fournit les outils dont ils ont besoin pour reconnaître et signaler les comportements suspects. Diverses affiches, brochures et autres informations relatives à iWatch continuent d'être distribuées dans la communauté aéroportuaire. Ces documents renseignent clairement sur les types de comportements

L'aéroport international Robert L. Stanfield de Halifax est la fenêtre du Canada atlantique sur le monde. En bref, cet aéroport :

- est le principal aéroport à service complet de la région qui offre à ses passagers et à ses utilisateurs de transport aérien de fret un accès aux marchés canadiens, américains et européens;
- est le seul aéroport du Canada atlantique à offrir un service de prédédouanement permettant aux passagers qui se rendent sans escale aux États-Unis de passer la douane américaine avant le décollage;
- sert 3,4 millions de passagers par an;
- apporte 1,15 milliard de dollars à l'économie de la Nouvelle-Écosse;
- emploie 5 500 personnes, dont des employés de transporteurs aériens, bagagistes, commerçants, fournisseurs de service et employés de l'Administration de l'aéroport;
- accueille 19 transporteurs aériens et offre quelque 620 vols hebdomadaires desservant 42 destinations au Canada et à l'étranger;
- compte 9 transporteurs aériens de fret qui transportent chaque année plus de 27 500 tonnes de marchandises;
- accueille chaque jour 13 000 personnes dans son aérogare;
- couvre 940 hectares;
- a accueilli le premier escalier roulant de la Nouvelle-Écosse en 1960;
- est un terrain d'atterrissage de secours pour la navette spatiale de la NASA.

suspects à signaler. Les membres de la communauté sont invités à observer ce qui les entoure et, au besoin, à appeler une ligne de sécurité centrale. Divers bulletins et mises à jour les renseignent en outre sur les questions de sécurité à garder à l'esprit.

« La sécurité des aéroports nous concerne tous, poursuit Joyce Carter. Le but ultime de iWatch est de créer une culture de la sécurité ancrée autour de la communauté aéroportuaire, qui permet aux employés de reconnaître les activités suspectes qui pourraient déclencher la sonnette d'alarme, et donc de réduire les infractions et les éventuelles atteintes à la sécurité. »

La sécurité personnelle des voyageurs, des visiteurs et des employés de l'aéroport est l'élément central de la campagne iWatch. Les actes terroristes ou criminels en puissance sont toujours dans la mire de la police aéroportuaire et des services de sécurité, mais les incidents de sécurité dans les aéroports, comme les bagages laissés sans surveillance ou les personnes qui pénètrent sans autorisation dans les zones d'accès réservé, peuvent aussi avoir des répercussions. Par exemple, les vols retardés à cause d'atteintes à la sécurité peuvent perturber les horaires des passagers et des transporteurs aériens. Ces perturbations peuvent entrainer des pertes de temps et de productivité de plusieurs centaines de milliers de dollars.

Les résultats de la première année du programme iWatch sont impressionnants. Le programme a nettement encouragé les gens à agir : le nombre d'incidents signalés par les employés de la communauté aéroportuaire, des nettoyeurs aux fournisseurs et aux commerçants en passant par les préposés aux aires de trafic, a quadruplé.

Forte de près de 5 500 personnes — et d'autant de paires d'yeux —, la communauté de l'aéroport international Stanfield de Halifax est à l'affût de toute activité suspecte.

Les voyageurs et visiteurs ne doivent donc pas s'offenser si on les tient à l'oil. Grâce au programme iWatch, les employés de la communauté aéroportuaire prouvent simplement leur détermination à veiller à la sécurité. ■

Neutraliser une atteinte à la sécurité

L'aéroport international Stanfield de Halifax a pris un engagement permanent à améliorer le niveau de ses services, et sa division de la sécurité collabore étroitement avec d'autres organismes dans l'aéroport, dont l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA). Cela signifie donc que son personnel et celui de l'ACSTA doivent être formés à intervenir lorsque des individus tentent de forcer le passage dans les zones d'inspection dont ils ont la charge.

Lors d'un récent exercice, un employé en civil de la sécurité de l'aéroport de Halifax a joué des coudes pour franchir le point de contrôle pré-embarquement de l'ACSTA, en s'exclamant d'une voix forte « je vais rater mon vol ». Comme l'exige leur formation, les agents de l'ACSTA ont immédiatement sonné l'alarme, alertant ainsi le centre de sûreté opérationnel et les personnes à proximité que quelqu'un avait enfreint les règles de sécurité.

Ce jour-là, à l'insu du personnel de sécurité de l'aéroport, trois policiers de Halifax en repos qui venaient de passer le contrôle de sécurité et se dirigeaient vers la zone des départs ont entendu l'alerte et ont vu un homme se précipiter vers les escaliers roulants.

Réagissant comme l'auraient fait n'importe quels policiers, les trois agents ont plaqué l'homme au sol. Le « suspect », une personne fluette, a hurlé aux trois policiers à forte carrure qui l'avaient empoigné : « c'est un exercice, un exercice! »

Par la suite, tout le monde a bien ri. L'agent de sécurité, dont la nuque était douloureuse, a refusé de jouer à nouveau un tel rôle, puisqu'on ne l'avait pas averti qu'il s'agirait d'un exercice physique. Quant aux policiers, le chef de la sécurité de l'aéroport a envoyé une lettre au service de police municipal de Halifax pour les remercier de la rapidité de leur intervention.

suspects à signaler. Les membres de la communauté sont invités à observer ce qui les entoure et, au besoin, à appeler une ligne de sécurité centrale. Divers bulletins et mises à jour les renseignent en outre sur les questions de sécurité à garder à l'esprit.

« La sécurité des aéroports nous concerne tous, poursuit Joyce Carter. Le but ultime de iWatch est de créer une culture de la sécurité ancrée autour de la communauté aéroportuaire, qui permet aux employés de reconnaître les activités suspectes qui pourraient déclencher la sonnette d'alarme, et donc de réduire les infractions et les éventuelles atteintes à la sécurité. »

La sécurité personnelle des voyageurs, des visiteurs et des employés de l'aéroport est l'élément central de la campagne iWatch. Les actes terroristes ou criminels en puissance sont toujours dans la mire de la police aéroportuaire et des services de sécurité, mais les incidents de sécurité dans les aéroports, comme les bagages laissés sans surveillance ou les personnes qui pénètrent sans autorisation dans les zones d'accès réservé, peuvent aussi avoir des répercussions. Par exemple, les vols retardés à cause d'atteintes à la sécurité peuvent perturber les horaires des passagers et des transporteurs aériens. Ces perturbations peuvent entraîner des pertes de temps et de productivité de plusieurs centaines de milliers de dollars.

Les résultats de la première année du programme iWatch sont impressionnants. Le programme a nettement encouragé les gens à agir : le nombre d'incidents signalés par les employés de la communauté aéroportuaire, des nettoyeurs aux fournisseurs et aux commerçants en passant par les préposés aux aires de trafic, a quadruplé.

Forte de près de 5 500 personnes — et d'autant de paires d'yeux —, la communauté de l'aéroport international Stanfield de Halifax est à l'affût de toute activité suspecte.

Les voyageurs et visiteurs ne doivent donc pas s'offenser si on les tient à l'œil. Grâce au programme iWatch, les employés de la communauté aéroportuaire prouvent simplement leur détermination à veiller à la sécurité. ■

Neutraliser une atteinte à la sécurité

L'aéroport international Stanfield de Halifax a pris un engagement permanent à améliorer le niveau de ses services, et sa division de la sécurité collabore étroitement avec d'autres organismes dans l'aéroport, dont l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA). Cela signifie donc que son personnel et celui de l'ACSTA doivent être formés à intervenir lorsque des individus tentent de forcer le passage dans les zones d'inspection dont ils ont la charge.

Lors d'un récent exercice, un employé en civil de la sécurité de l'aéroport de Halifax a joué des coudes pour franchir le point de contrôle pré-embarquement de l'ACSTA, en s'exclamant d'une voix forte « je vais rater mon vol ». Comme l'exige leur formation, les agents de l'ACSTA ont immédiatement sonné l'alarme, alertant ainsi le centre de sûreté opérationnel et les personnes à proximité que quelqu'un avait enfreint les règles de sécurité.

Ce jour-là, à l'insu du personnel de sécurité de l'aéroport, trois policiers de Halifax en repos qui venaient de passer le contrôle de sécurité et se dirigeaient vers la zone des départs ont entendu l'alerte et ont vu un homme se précipiter vers les escaliers roulants.

Réagissant comme l'auraient fait n'importe quels policiers, les trois agents ont plaqué l'homme au sol. Le « suspect », une personne fluette, a hurlé aux trois policiers à forte carrure qui l'avaient empoigné : « c'est un exercice, un exercice! »

Par la suite, tout le monde a bien ri. L'agent de sécurité, dont la nuque était douloureuse, a refusé de jouer à nouveau un tel rôle, puisqu'on ne l'avait pas averti qu'il s'agirait d'un exercice physique. Quant aux policiers, le chef de la sécurité de l'aéroport a envoyé une lettre au service de police municipal de Halifax pour les remercier de la rapidité de leur intervention.

Olympiques 2010

Priorité à la sécurité

Par Josué Kibambe Muaka Bambi

Les événements majeurs et conférences hautement médiatisées sont de plus en plus complexes dans notre société mondialisée et hautement technicisée, caractérisée par une plus grande radicalisation, des groupes terroristes qui fonctionnent comme des organisations criminelles bien structurées, ainsi que de nouvelles tendances en matière d'activités criminelles. Le terrorisme sert de plus en plus à attirer l'attention et à transmettre un message, et les organisations criminelles ne reculent devant rien pour exercer leurs activités.

« Assurer la sécurité d'un événement international majeur comme les Olympiques à une époque marquée par le terrorisme mondial et une plus grande radicalisation, est un véritable défi pour les organismes d'application de la loi locaux et nationaux, de dire le surint. Pierre LeBlanc, directeur des Événements majeurs à la GRC. Il faut des partenariats intégrés à différents niveaux de la planification et de la préparation des scénarios en tout genre. »

Il n'y a rien de nouveau à assurer la sécurité des Olympiques. Mais la complexité et l'ampleur de ces événements majeurs ne cessent de grandir, exigeant des pays hôtes une plus grande planification et un dispositif de sécurité renforcé.

Depuis sa création en 2003, le Groupe intégré de la sécurité de Vancouver 2010 (GIS-V2010) a la tâche difficile de voir aux questions de sécurité en prévision des Jeux olympiques et paralympiques de 2010, en examinant tous les aspects susceptibles de compromettre la sécurité des athlètes, des Vancouverois et des visiteurs du monde entier. Le GIS-V2010, dirigé par la GRC et auquel participent également les services de police de Vancouver et de Vancouver Ouest, les Forces canadiennes et d'autres services de sécurité, est ainsi chargé d'examiner et de régler une foule de problèmes de sécurité complexes.

Sécurité aux Jeux

Assurer la protection des athlètes et des visiteurs en évitant une présence excessive de soldats et de policiers en uniforme constitue tout un défi. Car s'il faut assurer l'ordre et la sécurité, on veut éviter de faire de l'ombre à l'événement lui-même, qui vise à souligner les prouesses humaines.

Les Jeux olympiques et paralympiques de 2010 constituent un défi inédit pour le GIS-V2010, de par leur envergure, mais aussi l'emplacement géographique de Vancouver qui est un port maritime international majeur. Des groupes criminels et terroristes pourraient en effet tenter d'entrer au pays à cette occasion afin de se livrer à la traite des personnes, au trafic de drogue ou d'objets contrefaits, ou d'autres activités susceptibles de compromettre la sécurité nationale.

Partenariat et collaboration

Le GIS-V2010 se prépare aux Jeux en actualisant et en renforçant les mesures préventives et défensives contre les terroristes, criminels et groupes anarchistes qui pourraient cibler les athlètes, le public ou les officiels. Le plus important est d'obtenir les derniers renseignements sur les groupes et individus qui pourraient vouloir s'en prendre aux participants. Combattre le crime et les menaces à la sécurité nationale durant les Jeux de 2010 exige une collaboration des organismes d'application de la loi à tous les niveaux.

Le GIS-V2010 a adopté une approche intégrée visant la détection précoce et la prévention des menaces potentielles. La planification intégrée lui permet de se préparer à divers scénarios. Étant donné le risque que des terroristes s'en prennent à l'infrastructure critique, le GIS-V2010 insiste pour que l'interopérabilité et les interventions rapides et intégrées demeurent des priorités. Parmi les nombreux scénarios auxquels se prépare le GIS-V2010, citons les prises d'otages, les attentats à la bombe, les attaques terroristes et les comportements violents. La surveillance, la collecte de renseignements et les exercices d'évacuation font également partie des plans de sécurité.

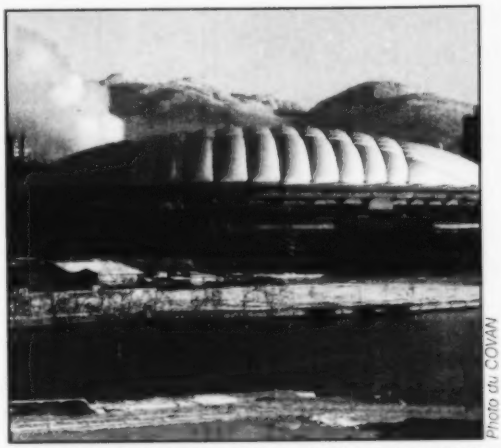


Photo du COVAN

Le stade de B.C. Place, que l'on voit ici, sera l'un des nombreux sites de compétition et de célébration aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.

Outre les différents organismes d'application de la loi, le GIS-V2010 collabore étroitement avec le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2010 à Vancouver (COVAN), chargé de la planification générale des Jeux. Ainsi, plusieurs sites sont en passe d'être construits, comme le village des athlètes. Or, en travaillant avec le COVAN avant même que les croquis soient réalisés, le GIS-V2010 a réussi à éviter les coûts qu'aurait engendrés l'aménagement à posteriori de modifications dictées par un souci de sécurité.

Le GIS-V2010 collabore également avec un autre acteur important : le nouveau groupe intégré de la sécurité publique (GISP) du gouvernement de la Colombie-Britannique, qui comprend notamment les services d'incendie et d'ambulance ainsi que les autorités sanitaires. Le GIS-V2010 et le GISP partagent les mêmes locaux, de manière à simplifier le travail de planification. Ce nouveau partenariat a déjà amélioré les communications entre les services de protection et de sécurité publique. Les diverses interventions s'en trouveront améliorées, un gain qui devrait subsister bien après les Jeux. ■